



Wallonie- FRANCE

Expression libre, démocratique
et pluraliste

BELGIQUE - BELGIË
P.P.
4020 LIÈGE 2
BC 1896

N° d'agrégation P201066
Bureau de dépôt: 4020 Liège 2
Bimestriel, juillet /août 2010
N° 91 - 3,50 €

ASBL - © N° dépôt : 0088398 - Exp. : 49 B, av. C. de Gerlache, 4000 Liège

PÉRIODIQUE D'INFORMATION ET DE RÉFLEXION, FONDÉ EN 1994

Sommaire

Usure, fissures, rupture ?
J. Rogissart, p. 2

Billet sur la Francophonie
P. Bertrand, p. 4

Détente, p. 5

Comment on nous ment
A. Laurant, p. 6

Jour de mouise ordinaire
extrait du blog de
J.-L. Mélenchon, p. 7

Nous avons lu. / A. Laurant, p. 8

Nouvelles de W+, du GEWIF
et du RWF, p. 9

Bonnes nouvelles de Wallonie, p. 10

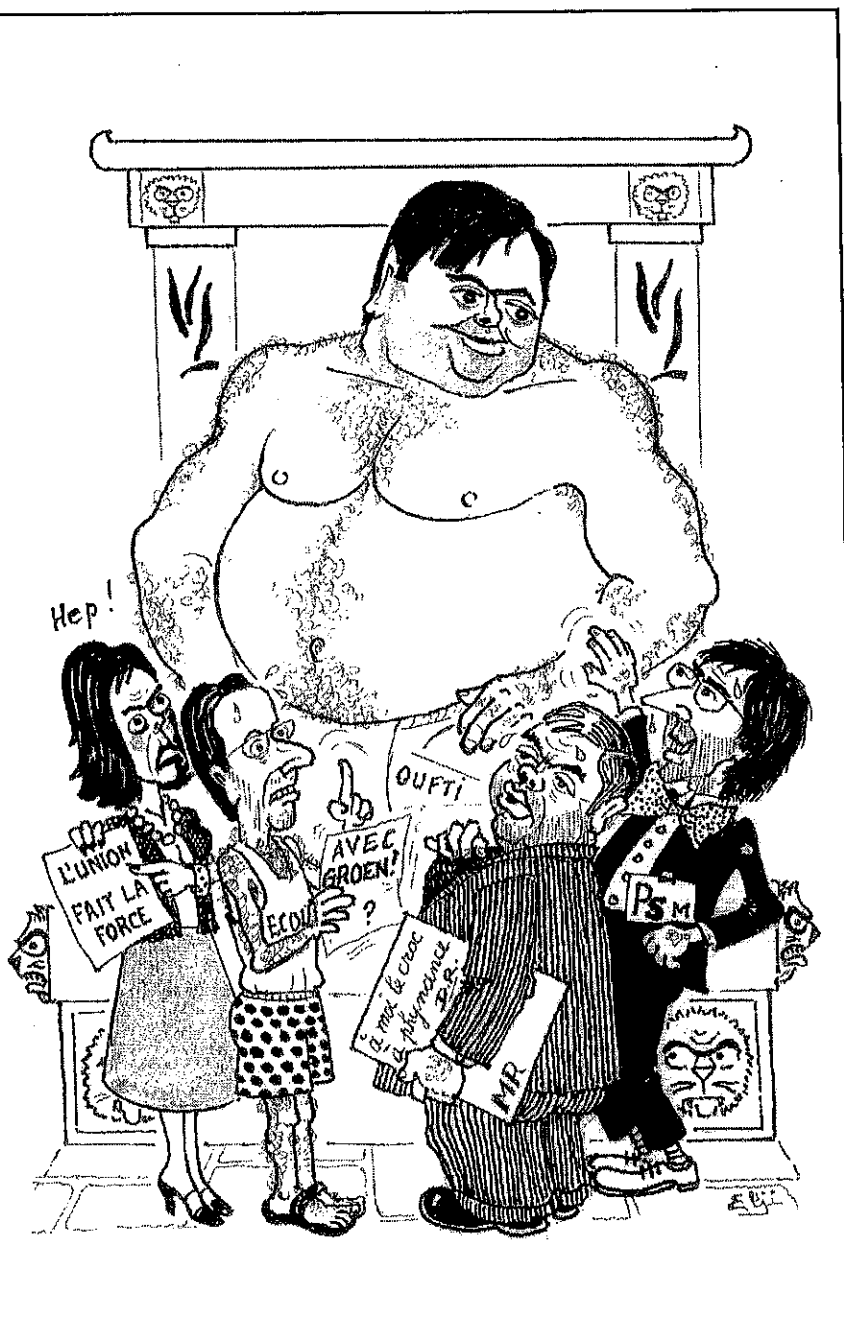
Vu de Flandre / J.-P. R. p. 12

Billet de la Nouvelle Wallonie libre
J. Rogissart, p. 13

Situation politique
au jour le jour, p. 14

Épinglé dans la presse
J. Liénard et
M. De Middeleer, p. 17

Les articles n'engagent que leurs auteurs



Usure, fissures, rupture ?

Jacques Rogissart

Usure du Système ? Oui, elle s'étend aux marges par le nombre croissant de refus de vote et des abstentions, aussi par une floraison de petits partis nouveaux — dont, hélas, celui de M. Modrikhamen, tellement extrême dans le néolibéralisme que l'on se demande si ses suffragants ont bien compris son projet. Finances ? Assurément, mais elles partent de Flandre, où le nationalisme exulte, et devraient se prolonger, il faudra voir jusqu'où, dans les vieilles certitudes des partis francophones. Mais de rupture, point encore. Que le PS se regonfle aux frais du MR et d'Ecolo n'est qu'une nouvelle application du principe des vases communicants entre formations qui se ressemblent beaucoup plus que ne le donnent à croire leurs croisements de fer et leurs clameurs de campagne. Le triomphe de la NVA confirme la puissance (même si elle le consolide) du nationalisme flamand. Partiellement nourrie de la déconfiture de ses concurrents séparatistes, ou quasi tels, elle ne fait pas encore passer la grande querelle des peuples belges dans une nouvelle dimension. Analyste sagace du rapport des forces et ménager des siennes en vue des combats à venir, M. De Wever joue d'ailleurs en mineur le début de sa partition :

À l'éclatante victoire des indépendantistes du Nord fait pendant celle d'un PS avide du maximum d'immobilité (qu'il appelle stabilité) institutionnelle. M. Di Rupo pourrait dire à bon droit, comme Napoléon III après le plébiscite de mai 1870 : "J'ai mon chiffre". Un chiffre flatteur en vérité. En expert de la politique politicienne, il a besogné habilement sur les peurs des francophones. Peur du vide institutionnel, peur de perdre un régime social menacé dans ses œuvres vives par la droite flamande. C'est justement sur ce terrain social que le MR a perdu la bataille et la faute en incombe à M. Reynders qui n'a pu corriger à temps sa réputation de complaisance envers les nantis, ni faire oublier ses troubles tractations avec M. Aernoudt (dont, soyons objectifs, il avait bien mesuré la capacité de nuisance).

N'étant pas en quête de voix, notre équipe peut s'offrir le luxe de chercher les forces profondes, dont parlait le grand historien Pierre Renouvin, plutôt que de surfer sur l'écume des marées électorales. Disons donc que la stratégie du PS le mène soit à l'impasse, soit à des reniements d'importance. C'est déjà démontré sur le plan institutionnel. Où est le temps où il campait sur la ligne Maginot du statu quo et se proclamait — avec d'autres — "demandeur de rien". À présent, pour sauver sa chère Belgique, il prend le pli du réformisme, dans le respect, à l'en-

tendre, de la dignité des francophones. À la bonne heure ? Oui, mais de tels mots ne coûtent rien et les exigences flamandes sont terriblement pressantes et précises. Jusqu'à preuve du contraire, je refuse de prêter à M. Di Rupo des intentions de forfaiture en échange des dorures du 16 de la rue de la Loi. Mais je vois l'étroitesse de sa marge de manœuvre. Il ne veut ni de la sécession, ni du confédéralisme. Son fédéralisme aménagé revient à offrir à une Flandre majoritaire une Belgique dont elle ne veut plus. Les problèmes financiers de l'heure ne lui laissent pas une plus grande latitude d'action : l'austérité sonne au cartel de la majorité flamande ; l'austérité, il la rejette, conscient de tout ce qu'elle ferait à la Wallonie. Jeter des ponts sur le large fossé qui sépare le Nord et le Sud ? M. De Wever s'y déclare favorable, mais lui-même, instruit du précédent de M. Leterme, ne peut trop s'attarder sur un chantier que réprouve déjà l'impatience de son peuple. Il a beau vanter les vertus de l'étapisme, son programme de sécession sans secousse sera une épée de Damoclès sur la tête de ses partenaires francophones. Le chantage à la fin de la Belgique a toujours été l'arme absolue des Flamands. Elle est maniée cette fois par quelqu'un vraiment prêt à passer à l'acte.

AU NORD ET AU SUD, NOS ENQUÊTEURS N'ONT TROUVÉ
QUE DES BONS BELGES ET VOILÀ LA NVA À 30%
SI C'EST PAS À VOUS DÉGOÛTER !



Au fond, les deux grands vainqueurs du 13 juin s'exposent à décevoir leurs troupes. Nos sociaux-démocrates sont trop belgicains et trop europhiles pour ne céder rien au rigoureux libéralisme flamand. Sur les questions institutionnelles en litige, le flou de leurs intentions déclarées cache mal la mollesse de leur résolution.

>>>

Montée rapidement en graine pendant le stérile triennat de M. Leterme, la NVA, elle, devra forcer le passage pour fidéliser ses électeurs. Le CD&V, qui ne règne plus sur la Flandre, et le *Vlaams Belang*, dépossédé du monopole du nationalisme thiois, sont tout prêts à reprendre les flambeaux qu'elle leur a ravés. Or, M. De Wever a besoin de temps pour mener à bien sa stratégie ; il va devoir user de beaucoup de pédagogie pour mettre ses bataillons à son pas.

Autour de ces deux-là, il n'y a qu'effondrements ou reculs des autres partis — sauf du petit *Groen !*. L'arithmétique des coalitions possibles leur ménagera peut-être des occasions de reprendre du poil de la bête, mais ils sont, à court terme, condamnés à un rôle satellitaire. Faute de grives à leur broche, mangeons un merle : le succès du FDF à Bruxelles constitue une petite barrière contre la tentation du lâcher-tout. Mais cette composante du MR place, elle aussi, l'existence du royaume au premier rang de ses priorités. Un douloureux dilemme l'attend, dans un contexte où le prochain départ de M. Reynders va stimuler les empoignades des réformateurs.

Il faudrait "sniffer" une ligne avec les junkies pour puiser un peu d'euphorie dans la situation actuelle. Mais tout est incertain, mouvant, fragile. Tout est possible.

P. S. : notre périodique étant lu par des personnalités influentes de l'Hexagone, je me sens obligé de commenter le maintien du RWF dans l'invisibilité politique, malgré certaines avancées. Ce parti, le seul qui porte courageusement le drapeau du réunisme, dédaigne trop de brasser les problèmes économiques, sociaux et sociétaux qui taraudent la population — surtout par ces temps d'une crise si douloureuse à tant de gens. Son programme théorique comporte pourtant l'essentiel : lutte contre le néolibéralisme de l'Europe de Maastricht, laïcité, république, voire (trop timidement) la sécurité. Mais tout cela dort dans le papier ou au fond d'un site informatique. Il n'a pas su non plus tirer profit des gaffes et des scandales de la classe politique. Son refus altier de s'associer aux autres initiatives profrançaises et son évincement des lieux et anniversaires qui interpellent l'émotion des patriotes wallons lui enlève des sympathies qui lui seraient précieuses. Son seul thème de campagne est le rattachement à la France, mais il le défend avec une telle abstraction dans la généralité qu'il n'entame pas les positions de ses adversaires. Encore est-il en défaut d'explicitier le processus qui mènera à notre intégration dans la République. Pour se déployer enfin en ordre de bataille, il devra mettre à plat sa communication et ses modes d'intervention sur le terrain.

Nostalgie ?

«La situation belge a atteint la cote d'alerte», remarque le chroniqueur **Alexandre Adler** (*Le Figaro*, 15-16.05). Herman Van Rompuy, parti à l'Europe, «était l'un des derniers conciliateurs véritables (maintenant) les puissances en mouvement disposent d'une dynamique exceptionnelle».

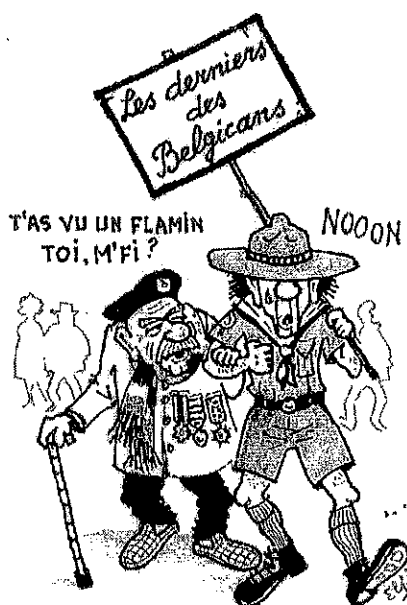
La Flandre, longtemps dominée par sa bourgeoisie francophone, s'en est totalement émancipée. Un développement économique important et un bouillonnement culturel ont suivi. En outre, «la manipulation du sentiment flamand par les occupants allemands, en 1914 où ils imposèrent néanmoins la création d'une université à Gand» (Ndlr : en fait, l'occupant imposa la flamandisation de l'université créée en 1817 par Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas) a favorisé la montée d'un sentiment nationaliste. Le temps a passé et, actuellement, «tout ce que veulent les Flamands, c'est, pour la plupart d'entre eux, une séparation amiable mais complète, fût-ce avec le maintien de quelques symboles unitaires». En revanche, du côté francophone, «on se résigne mal à cette séparation amiable».

Alors, un arrangement est-il encore possible au prix de quelques conces-

sions réciproques ? On verra bientôt. Et A. Adler de terminer avec un clin d'œil complice : «Et si le corps électoral de la prochaine élection présidentielle française était à son tour modifié de fond en comble ?». Tout peut arriver, en effet...

Le Bide

Le 16 mai, Mme Marie-Claire Houart, soutenue par quelques noblaillons nostalgiques, a organisé sa seconde Journée en faveur de la Belgique-unie-pour-l'éternité.



En 2007, ils étaient, paraît-il, 35.000 manifestants étiquetés Pro Belgica à défilé sur les boulevards de Bruxelles. En 2010, ce fut la "retraite des Deux Mille" !

En 2013 (si l'on y arrive !), ils seront encore 140 irréductibles. Et le dernier, ou plutôt la dernière, car l'honneur en reviendra à Mme Marie-Claire, éteindra la lumière.

«Chacun pour soi»

Le 10 mai, **François Hauter**, envoyé spécial du *Figaro* à Bruxelles, explique aux Français pourquoi la Belgique est devenue un «Absurdistan, tant Flamands et Wallons vivent désormais sur d'autres planètes». Le «vaudeville politique belgo-belge» ne finira qu'avec une grande réforme de l'État, en préparation dans le plus grand secret, selon l'éditorialiste du *Laatste Nieuws*, Luc Vanderkeelen, sans doute bien informé.

En tout cas, pour le quotidien de Serge Dassault, «les élections du 13 juin sont une bombe politique, car aucun parti flamand ne défend un programme de réconciliation entre les deux Belges». De profundis.

BILLET SUR LA FRANCOPHONIE

Parlons français

Pierre Bertrand, sénateur honoraire

Depuis son premier Sommet à Versailles en 1986, l'Organisation internationale de la Francophonie suit de près l'évolution du français sur les cinq Continents. Une distinction terminologique s'impose : le "francophone" est une personne capable de faire face, en français, aux situations de communication courante. Le "francophone partiel" a une compréhension réduite en français, lui permettant de faire face à un nombre limité de situations. Il est un "francophone" en devenir. Cela posé, l'appréciation du dénombrement des francophones sera objective et sincère, sans vouloir prétendre à une forme de recensement ou à une étude scientifique.

L'enquête se fonde sur un questionnaire adressé aux postes diplomatiques français. L'analyse des résultats est réalisée avec le concours des experts de l'Association internationale des démographes de langue française. L'Agence universitaire de la Francophonie est sollicitée, spécialement son réseau d'observation du français et des langues nationales. Une étude complémentaire similaire est également conduite dans les pays non francophones où résident de nombreux locuteurs parlant français. Quelques chiffres, à titre exemplatif, renseignent sur l'importance du français parmi les 68 membres et observateurs de la Francophonie, qu'il serait fastidieux d'énumérer intégralement :

États membres	Population	Francophones (partiels inclus)
Tunisie	10.300.000	6.360.000
Liban	4.100.000	1.450.000
Républ. Dém. Congo	62.000.000	25.000.000
Sénégal	12.300.000	3.600.000
Madagascar	19.630.000	3.500.000
Haïti	9.600.000	1.300.000
Canada (Québec inclus)	32.900.000	11.550.000
Viêt-Nam	87.300.000	600.000
Polynésie française	260.000	250.000
Lituanie	3.400.000	67.000
Roumanie	21.500.000	6.050.000
Suisse	7.400.000	3.600.000

Source : La Francophonie dans le monde, 2006-2007. Rapport de l'Organisation internationale de la Francophonie.

L'Amérique non francophone (Nord et Sud) révèle également quelques surprises :

États membres	Population	Francophones (partiels inclus)
Argentine	39.500.000	70.000
Brésil	191.000.000	550.000
Mexique	106.500.000	15.000
États-Unis	300.000.000	1.600.000
(dont Louisiane)	4.500.000	300.000
Nouvelle-Angleterre	13.200.000	365.000
New York	9.300.000	200.000

L'ensemble du Continent américain non francophone totalise plus de 2.500.000 locuteurs de langue française (partiels inclus).

Le français, bien que d'autres langues soient plus importantes en nombre de locuteurs, demeure la deuxième au plan international, après l'anglais. Il y a donc aujourd'hui 212.000.000 francophones dans le monde (partiels inclus), total en hausse depuis le décompte au Sommet de Ouagadougou, en 2004.

Ce constat ne résulte pas d'un optimisme partisan ou orienté, mais tout bonnement de l'accroissement naturel et constant de la population de l'Afrique de l'Ouest. Les progrès de la santé publique y portent leurs fruits. Cette situation favorable confirme la satisfaction et l'espoir qu'y met la Francophonie, pour le présent et l'avenir.

Il reste certains pays ou régions qui ne sont ni membres, ni observateurs, où l'on compte de nombreux francophones, ainsi l'Algérie (plusieurs millions), Israël (800.000), le Val d'Aoste (plusieurs dizaines de milliers) ... La grande famille parlant français s'est implantée sur les cinq continents. Sans céder à l'auto-satisfaction, il convient de rappeler que la Francophonie constitue un espace spécifique à la fois culturel, médiatique, économique et politique. Il contribue activement à promouvoir l'instauration d'une démocratie à l'échelle mondiale, dans le respect de toutes les identités. D'autres grandes aires linguistiques, telles l'hispanophonie, la lusophonie, l'anglophonie et l'arabophonie renforcent à leur tour l'ineluctable pluralité linguistique et culturelle de notre part du monde. Ne pourrait-on espérer y trouver un jour l'embryon d'une entente internationale, que tous les peuples souhaitent ?

Vive la barbe !

Voici, glanées de-ci de-là dans l'Histoire, huit grandes ou petites barbes plus ou moins célèbres.

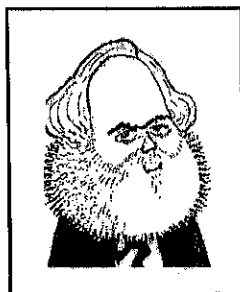
Pourriez-vous les reconnaître ?
Réponse p. 19



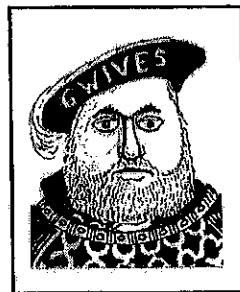
1



2



3



4



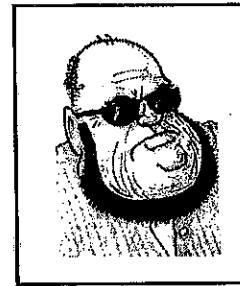
5



6



7



8

Francophonie, vaste programme

Petit jeu pour mieux nous connaître

Nos lecteurs en séjour au Québec ont sûrement été confrontés à des termes bien mystérieux pour une oreille européenne. Voyons si les cinq mots suivants ont déjà touché leurs tympans... et ont cheminé jusqu'aux couches profondes de leur intellect !

1. finfin (ou fin-fin)

- A. petit poisson de rivière sans valeur gustative servant d'appât
- B. personne qui cherche à éblouir par son audace, son savoir, ses manières
- C. point culminant d'un raisonnement, d'une histoire

2. fish

- A. plat traditionnel à base de poisson
- B. mot passe-partout remplaçant truc, machin, bazar, etc.
- C. personne crédule, facile à attraper, à duper

3. flux

- A. brusque afflux de sang dans le visage
- B. dysenterie, diarrhée
- C. grippe saisonnière

4. focus

- A. point de mire
- B. poêle à bois
- C. autre orthographe de faux-cul

5. français

- A. ancêtre
- B. baguette de pain
- C. théâtre populaire

Réponses p. 19

De la monarchie

Pendant tout le XIX^e siècle en France, «la cause royaliste est à base sentimentale et religieuse», dit l'historien **Michel Winock**. Sous la III^e République, cette croyance est l'expression d'une nostalgie largement répandue surtout chez les femmes : retrouver «l'autorité paternelle - amour et fermeté réunis - d'un roi dévoué à son peuple» (1). C'est l'héritage mental venu en droite ligne de l'Ancien Régime. Question aux historiens et aux psychanalystes de chez nous: pourquoi tant de Wallons et de Wallonnes sont-ils encore, en ce début du XXI^e siècle, à la recherche d'un "Sauveur de la nation belge" ?

(1) Phrases extraites de l'article de M. Winock : *Le roi est mort, vive le président!* (Marianne-Histoire, les Français et le roi, mai-juin 2010, p. 77).

Comment on nous ment

Il n'est vraiment pas rare d'entendre dire au journal sur les ondes belges : «Le chômage s'accroît beaucoup plus en Flandre qu'en Wallonie.» Et ces accroissements sont même souvent des nombres à 2 chiffres. Tout ceci ne peut manquer de paraître étrange dès qu'on apprend par d'autres sources que les taux de chômage s'accroissent (ou diminuent) beaucoup plus lentement que les chiffres donnés.

Il y a, en effet, une façon trompeuse de présenter les chiffres. Mais le présentateur n'en est peut-être pas conscient, ce qui serait tout autant désolant. Voyons pourquoi.

Voici une première hypothèse de travail : imaginons une première région déterminée dans laquelle il y a un certain nombre de travailleurs, représentés ici par 100. Sur ces 100 travailleurs (ou "unités de x travailleurs" si l'on veut), 5 sont au chômage, donc 95% ont du travail. C'est ici le plein emploi au sens où l'entendent habituellement les économistes. Dans les observations réelles, même en période de haute conjoncture, le taux d'emploi fluctue autour de cette valeur.

Par l'effet d'une crise quelconque, voici que un seul travailleur vient s'ajouter aux 5 qui étaient au chômage. Il y a donc à présent 6 travailleurs (ou "unités de travailleurs") au chômage, tandis que 94% ont ainsi conservé leur emploi. Par rapport aux 5 unités de départ, l'augmentation d'une unité correspond donc à $1/5$, soit 20 %. Retenons bien ce pourcentage de l'accroissement du nombre de chômeurs : **20%**. Le taux de chômage est cependant passé de 5 à 6%, soit une augmentation de seulement **1%**.

Imaginons à présent une seconde circonscription territoriale dans laquelle, sur 100 unités de travailleurs, 20 sont au chômage. Dès lors, seulement 80% ont un emploi.

Par l'effet d'une crise quelconque et malgré le nombre déjà élevé de chômeurs dans cette seconde région, voici que **deux** unités viennent hélas ! s'ajouter encore aux 20 qui étaient déjà au chômage. Il y a donc à présent 22 unités de travailleurs au chômage, tandis que 78% ont ainsi conservé leur emploi. Par rapport aux 20 unités de départ, l'augmentation de 2 unités donne ainsi le rapport de $2/20$, soit $1/10$ ou bien 10%. Retenons bien ce pourcentage de l'accroissement du nombre de chômeurs : **10%**. Le taux de chômage est cependant passé de 20 à 22%, soit une augmentation de **2%**.

La première région n'a perdu qu'une seule unité quand la seconde en a perdu 2. Et, de plus, cette seconde région partait avec un handicap plus lourd puisqu'elle était déjà à 20% de chômage.

Or, que nous raconte-t-on sur les ondes "nationales" ? On nous dit que la première région — pensons à la Flandre si vous voulez — a connu une augmentation de chômage de

20% quand la seconde région a connu une augmentation de seulement 10 %. Et on nous ajoute même que le chômage en Flandre croît deux fois plus vite qu'en Wallonie (20% par rapport à 10%) !

Incompétence ? Perfidie ? Téléguidage ? Soumission à un mot d'ordre ? Allez savoir !

Les deux exemples ci-dessus sont peut-être un peu encombrés. Pour nous faire mieux comprendre, utilisons une nouvelle hypothèse de travail dans laquelle nous introduisons du paradoxe en envisageant un village heureux où il y aurait un seul chômeur sur 1.000 travailleurs. Le taux de chômage est ainsi de 0,1 %. Si un autre des 1.000 travailleurs vient aussi à perdre son emploi, le taux de chômage dans ce village passe alors à 0,2%. Mais, puisque le nombre de chômeurs a doublé, passant de 1 à 2, nos experts des ondes diront que, dans ce village, le taux de chômage a augmenté de 100%. C'est mathématiquement exact. Mais seul le **bureau de chômage** local sera concerné par ces 100% puisqu'il va devoir s'occuper de deux fois plus de chômeurs (2 au lieu de 1). En revanche, la situation n'est pas catastrophique au regard de l'économiste du coin puisque ce pourcentage de chômeurs, étant passé de 0,1 à 0,2%, ne s'est accru que de 0,1%. On peut donc dire très correctement tout à la fois que "le chômage" (i.e. "le nombre de chômeurs") s'est accru de 100%, mais que le "taux de chômage" s'est accru de 0,1%. C'est évidemment ce dernier concept qui doit être utilisé dans la communication de l'information car c'est celui qui s'impose pour la comparaison entre régions ou entre pays.

La seule façon correcte de s'exprimer est ainsi de «travailler par différence» entre le pourcentage actuel de chômeurs et le pourcentage de la période précédente : + 1 % dans la première région et + 2% dans la seconde région de notre première hypothèse de travail. C'est donc à présent la seconde région — et là se trouve la vérité — qui voit croître son chômage deux fois plus vite que la première et non l'inverse. Le vice est d'établir un pourcentage entre le nombre de "nouveaux chômeurs" et le nombre de chômeurs de la période précédente. Ce qui n'est rien d'autre que le pourcentage de l'allongement de la file de chômeurs. Si la file était petite, elle peut doubler et rester petite encore. Tout cela est relatif. En outre, il tombe sous le sens que, plus une région est proche du "plein emploi" plus elle risque de voir s'accroître son taux de chômage. Réciproquement, plus une région est proche du taux incompressible d'emploi (enseignants, policiers, et autres emplois publics ; les médecins, boulangers, ...), moins elle a de chances de voir s'accroître son taux de chômage. Tout est relatif, mais on peut dire que la Flandre va quand même bien. Voilà sa liberté.

"La vérité... le seul venin sans remède» écrivait Jean Giraudoux (Électre, II, 3).

Adrien LAURANT

Jour de mouise ordinaire

Extrait du blog de Jean-Luc Mélenchon (*)

Il y a eu des élections en Belgique et les séparatistes flamands les ont gagnées. Comme l'a dit leur dirigeant, il s'agit d'un processus «d'évaporation» de la Belgique. Cet homme fait le gentil. Il a gagné, mais il propose aux autres de prendre le poste de Premier ministre. On se demande pourquoi. Les socialistes se disent prêts à gouverner avec ces Flamands séparatistes très très à droite. Rien ne peut plus surprendre de leur part ! En Slovaquie, ils ont gouverné avec l'extrême droite. En Israël aussi. J'ai déjà dit ici même ce que je pensais de cette affaire de Belgique.

Évidemment il faut inscrire notre action dans le cadre d'un respect intransigeant des frontières. Il ne peut pas y avoir d'exception à cette règle. Pas à cause des Belges, mais à cause des Allemands, des Hongrois et de quelques autres qui ne se sont jamais vraiment accommodés de certaines frontières. Inutile de créer des précédents. Mais que se passe-t-il si les Flamands font «s'évaporer» la Belgique ? C'est cela qui peut nous concerner. Les Flamands ont déjà bien rassemblé en un tout cohérent les institutions loufoques de ce royaume de circonstance. Je dis de circonstance parce que je n'oublie jamais que ce royaume fut inventé par les Anglais pour tenir les Français à distance des ports trop proches de leur île. Bref, pendant ce temps les Wallons, se sont dispersés. Leurs chefs sont infestés d'hyperfédéralisme micro-local à la sauce des balivernes bien connues sur ce thème. Cinq ou six niveaux d'institutions se superposent, suintant comme un puits de pétrole dans le golfe du Mexique un clientélisme infect. Le reste suit : écoles, mutuelles, assurances, hôpitaux tout est réparti entre soi et communautarisé à mort et de palier en étage remonte dans la main des partis politiques, nouvelles tribus qui s'entretiennent à coup d'allégeances clientélares davantage que de n'importe quoi d'autre qui ait seulement l'apparence d'une idéologie. On a compris que je suis un «rattachiste», comme on dit. Si les Flamands s'en vont, si la Belgique «s'évapore», alors que les Wallons viennent avec nous. Ce serait la con-

clusion d'une pente prise il y a des siècles et maintenue sans désespérer dans les sentiments populaires des Wallons comme des Français. Mais ces sentiments affectueux ne me font pas perdre de vue ce qui est l'essentiel à ce moment précis.

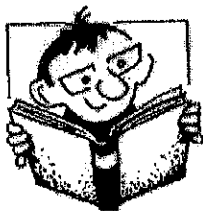
On a compris que je suis un «rattachiste», comme on dit. Si les Flamands s'en vont, si la Belgique «s'évapore», alors que les Wallons viennent avec nous.

La balkanisation à laquelle pousse le modèle européen commence donc en Belgique. Pour moi ce n'est pas un cas isolé ni une exception en Europe. La dynamique interne à l'Union européenne pousse à cet émiettement des États nations qui n'est que la forme territoriale de la concurrence généralisée. Le bon échelon subsidiaire pour ce modèle, c'est la grosse région, le land, la province d'ancien régime. Naturellement la résistance du matériau national est d'autant plus faible que la nation est récente ou que son unité est fragile historiquement. Dans la liste des fragilités il y avait en premier lieu les États multinationaux. Du type Tchécoslovaquie. La partition a été quasi immédiate. Vient la Belgique. À venir ensuite, l'Italie, créée en 1860 et ternaillée par le séparatisme de la Ligue du nord, l'Espagne, déjà profondément clivée par les autonomistes de Catalogne, Pays basque et ainsi de suite, puis aussi le Royaume pas si uni que ça des Anglais, des Écossais et ainsi de suite. Ce qui se passe en Belgique est un symptôme de la régression européenne. Pas une singularité. Ou bien on peut dire que c'est la forme singulière d'un processus général. Il est invariant d'échelle. Dans la logique du «plus de marché, moins d'État», la concurrence des territoires est la règle, dans les nations et entre elles. Ne vous moquez donc pas de l'affaire belge, suivez-la comme on surveille un thermomètre.

La question du fractionnement des États est devenue universelle, d'ailleurs. Sous les coups de boutoirs de la concurrence généralisée, dès qu'un avantage en nature se constate quelque part «le territoire» affiche une volonté d'autonomisation croissante pour bénéficier seul de l'avantage. Vous avez remarqué ? Je mets des guillemets à «territoire» ! C'est naturellement parce que je parle de la population qui s'y trouve et davantage encore de l'invention par ses élites d'une identité «territoriale» spécifique. Il y en a toujours une disponible en remontant s'il le faut jusqu'aux branches si différentes des arbres dans lesquels se perchaient nos ancêtres simiesques ! Le mot «territoire» est devenu une euphémisation des vocabulaires identitaires et ethnistes. Ceux-là sentent trop le maurassien qui sommeille dans chaque apologiste des «territoires» et autre «terre qui ne ment pas». Pour cette raison même ceux-là sont aussi d'ardents euro-péistes fanatiques du principe augustinien de «subsidiarité» que la démocratie chrétienne a réussi à faire passer du droit canon de l'Église à la novlangue européenne sans que personne ne s'en rende compte. Bien sûr, la «concurrence des territoires» est le vecteur délicieux d'une naturalisation, en quelque sorte, de la concurrence libre et non faussée.

Mais c'est aussi une stratégie de contrôle lourdement pratiquée par l'empire nord-américain pour balkaniser ceux qu'il affronte. Il y a toujours un Kosovar de service pour faire office de tireur dans le dos. En Amérique latine, la CIA souffle sur les braises et nourrit les portefeuilles des plus extravagants indépendantismes micro-locaux. C'est une caractéristique universelle. Du Tibet à la Bolivie, l'empire défend de malheureuses minorités opprimées qui ont pour commune caractéristique d'être tout à fait conformes à la théorie du «choc des civilisations», d'être donc des champions du «nous et eux» que décrit Samuel Huntington, et surtout de menacer de l'intérieur un ennemi de l'empire. ■

(*)-<http://www.jean-luc-melenchon.fr/2010/06/jour-de-mouise-ordinaire>



Mélancolie française

par Eric Zemmour (*)

Éric Zemmour est sans doute moins connu pour la dizaine d'ouvrages qu'il a publiés que pour son rôle d'éditorialiste et, surtout de chroniqueur, notamment de l'émission «*On n'est pas couché*» diffusée le samedi soir sur France2 et reprise le dimanche soir sur TV5monde. Ses interventions y constituent l'attrait majeur.

Il consacre un chapitre de son ouvrage à la «question belge». C'est sans doute la première fois qu'un auteur non belge s'aventure dans ce dédale d'une complexité impensable et il le fait avec le brio que nous lui connaissons, sans doute grâce à sa vaste culture historique. Nous avons tous, peu ou prou, serions-nous rattachistes, unitaristes ou indépendantistes, été confrontés à l'extrême difficulté de faire comprendre cette question à un interlocuteur étranger ou peu informé ou que nous jugeons tel.

C'est pourquoi, d'emblée, le lecteur belge se jette avidement sur le chapitre 8, intitulé «*Le Belge*», un chapitre qui ne comporte pas plus de 25 pages. Certes, diverses revues, spécialisées ou non, traitent de ces sujets et plusieurs auteurs ont publié des ouvrages hautement interpellants : Claude de Groulart, François Perin, René Swennen, Paul-Henry

Gendebien et, plus récemment, Jules Gheude.

Le Français moyen est vaguement au courant de nos problèmes, grâce à la presse, surtout s'il habite un département qui jouxte la frontière du nord. En outre, plusieurs personnalités françaises se sont exprimées sur le sujet devant micros ou caméras : le Général de Gaulle, Jean-Pierre Chevènement, Paul-Marie Coûteaux, Bernard Dorin, Jean-Luc Mélenchon ou d'autres sans doute. Mais, disposer de ce chapitre de 25 pages est un pur régal. Ayant le privilège d'observer les vagues successives qui vont emporter le petit royaume, nous éprouvons tous le besoin de confirmer à la fois notre diagnostic et notre pronostic et de recadrer, dans une large perspective historique, les causes de cette évolution à laquelle l'enseignement même de l'histoire ne nous avait pas préparés. C'est ainsi qu'il cite Talleyrand à diverses reprises, mais aussi Mazarin, Louis XV, Louis-Philippe, Baudelaire et, évidemment, Michelet. Il montre bien que la «question belge» est aussi vieille que la Belgique. Et il a cette réflexion intéressante : «*Si la Belgique était restée dans l'ensemble français, la question de la langue flamande ne se poserait pas davantage que celle du breton ou du provençal. C'est la même population de Lille à Gand.*»

De même, le regard de Zemmour sur les faits récents ou actuels nous conforte dans la justesse de son jugement. Il précise notamment : «*Le démembrement financier de l'État belge précède sa faillite politique*». Il fait évidemment allusion au règlement final de "l'affaire Fortis" avec le rachat de cette banque par la BNP, «une

couleuvre - un boa - à avaler par les militants flamands» ajoute-t-il pertinemment. Au passage, il confirme ce que nous soupçonnons tous : à l'Élysée, une cellule spéciale suit les affaires belges.

Le nœud du problème est évidemment Bruxelles (et non la monarchie). Et Zemmour s'y attaque, au long de nombreux paragraphes avec le savoir-faire et la fulgurance, l'incandescence que nous lui connaissons. Nous devons laisser au lecteur le plaisir de les découvrir et, surtout de les méditer.

Adrien Laurant

(*) *Mélancolie française*, Éric Zemmour, Fayard Denoël, 2010, 253p., ISBN 978-2-213-65450-8

Rappelons que, dans *Le Soir* (02.04), M. Jacques De Decker écrivait «*Et si Zemmour avait raison ?*». Le secrétaire perpétuel de l'Académie de Belgique félicitait le chroniqueur du *Figaro* d'être un écrivain capable de raconter leur Histoire aux Français «*sous un angle franchement neuf*». Il terminait comme suit à propos du chapitre intitulé «*Le Belge*» qu'il voit comme l'une des choses les plus pertinentes écrites sur la Belgique outre-Quiévrain :

«*L'issue est-elle le rattachement de la Wallonie à la France, qui vivrait ainsi, après l'Allemagne, sa propre réunification ? Le fait est que cela l'aiderait à combler son retard sur sa meilleure rivale germane... Et si Zemmour n'avait pas tort de dire que "les aigüilles de l'Histoire poursuivent inlassablement leur marche arrière ?"*».

Ce mardi 15 juin 2010, le surlendemain des élections législatives, Jacques MYARD, député UMP du Département des Yvelines (UMP : parti du Président SARKOZY) a évoqué l'avenir de la Belgique au micro de Philippe LA-MAIR (RTBF) : «*Que feront les Wallons, que feront les Bruxellois le jour où les Flamands — et on peut penser que ça peut venir — vont dire : "Maintenant, ça suffit ; nous déclarons notre indépendance" ? Moi, ce que je demande, c'est que le Gouvernement français ouvre les yeux, soit prêt et qu'on puisse répondre, si les Wallons le décident, si les Bruxellois le décident et nous demandent, peu ou prou, d'être rattachés à la France.*»

Congrès de fondation de Wallonie + le 29 mai à Liège

Précisons d'emblée que ce nouveau parti n'est pas une formation pleinement réunioniste, même si elle a été rejointe par un certain nombre d'adhérents en rupture de ban avec le RWF. La centaine de personnes présentes ont entendu les interventions de Mme Marie-France Jarbinet et MM. Jean-Claude Matrige, Arnaud Pirotte, Georges Régibeau, Didier Melin, André Libert, Michel Gigot, Jacques Dupont, Ludovic Libert et Claude Thaysse.

Ce congrès fut davantage axé sur la réflexion que sur la campagne électorale. Que pourrait être "l'après-Belgique" pour les Wallons ? Plusieurs solutions ont été présentées : un simple fédéralisme "aménagé" (mais alors on reste dans un cadre belge !), l'indépendance et/ou une association (voire plus) avec la République française.

Notons toutefois que W+ exige que la Région wallonne puisse disposer rapidement d'institutions capables de créer une authentique identité wallonne par la maîtrise de l'enseignement et de la culture.

Pour notre part, nous regrettons qu'une ligne clairement séparatiste et/ou rattachiste n'ait pas été mieux dégagée, de même il est à déplorer la virulence de certaines attaques con-

tre Bruxelles, accusée d'avoir vampirisé la Wallonie. Il reste à W+ à prouver qu'une alliance d'indépendantistes, de rattachistes et de régionalistes (encore convaincus de la viabilité du fédéralisme belge) puisse marcher. Mais ne jugeons pas prématurément !

Laissons ce tout jeune parti s'organiser et présenter un programme cohérent, notamment sur les plans social et économique. En attendant, nous pensons que les réunionistes doivent s'efforcer de convaincre la classe politique et la société civile par des travaux fouillés, tels ceux des États généraux de Wallonie et ceux du Gewif qui, sous la direction de Jules Gheude, ont démontré, chiffres à l'appui, la non-viabilité d'une Wallonie indépendante.

Autre question : faut-il poursuivre la voie électorale ? Des doutes s'élèvent de divers côtés. En Wallonie, la progression du RWF, seul parti authentiquement réunioniste, est indéniable, mais reste modeste : de l'ordre de 0,6% tant à la Chambre qu'au Sénat. De son côté, W+, qui ne se présentait qu'à la Chambre, n'obtenait que 0,4%. Il est vrai qu'il a dû affronter la rude concurrence de WALLO-NIE D'ABORD au nom tentateur.

Jean-Sébastien Jamart

Le Gewif vient de publier

son 3^e cahier dont le premier chapitre démontre la non-viabilité économique d'un État Wallonie-Bruxelles indépendant. Le 2^e chapitre aborde le statut particulier de la Wallonie comme région française sous l'angle de ses institutions. On y examine les modifications à envisager pour garantir un meilleur fonctionnement de la démocratie wallonne dans le cadre français. C'est notamment le cas du mode de scrutin. Enfin, dans un 3^e chapitre intitulé *"Bonnes et moins bonnes nouvelles de Wallonie"*, le Gewif suit l'évolution économique récente de la Wallonie dont nous publions quelques extraits ci-après. Rappelons à nos lecteurs que ces cahiers sont téléchargeables gratuitement sur le site Internet www.gewif.net ou qu'ils peuvent se les procurer sur support papier en versant 8 euros sur le compte des États généraux de Wallonie n° 001 5637343-70.

Du côté du RWF

M. Paul-Henry Gendebien a accordé des entretiens à différents journaux ainsi qu'à la RTBF. Retenons les points forts de l'interview faite par Christian Laporte et Francis Van de Woestyne (*La Libre*, 26.05) :

- avant la panne finale de la Belgique, tous les partis doivent «préparer une autre solution dans l'ordre et le calme» ;
- la sortie de la crise belge passe par la reprise de certaines fonctions par l'Europe (ex. : elle devra surveiller le caractère démocratique du référendum à organiser dans les communes de la périphérie bruxelloise) ;
- la Catalogne est «la principale ré-

gion qui pourrait demander son indépendance» ;

— «Bruxelles pourrait devenir une grande région française comme la Wallonie après consultation des populations concernées, sinon ce sera l'étranglement» ;

— la Flandre doit se trouver une autre capitale ;

— si l'État belge disparaît, les Français accueilleront sans aucun doute leurs nouveaux compatriotes avec sympathie ;

— «si la Belgique s'évaporait, la monarchie s'évaporerait aussi». Albert II prendrait «une retraite méritée» et les princes pourraient remplir des mis-

sions honorables (Comité olympique ou Croix-Rouge internationale).

Tête de liste à la Chambre à Namur, P.-H. Gendebien a obtenu 1.608 voix de préférence.

Signe des temps qui changent, *Le Soir* (04.06) a opposé le député CDH Melchior Wathelet à Pierre-René Mélon, tête de liste RWF à la Chambre à Liège. Rappelons que, rattachiste depuis 1992, il a présenté la première liste réunioniste (F.R.A.N.C.E.) en 1995, avec comme tête de liste feu Henri Mordant, ancien de la RTBF. P.-R. Mélon a obtenu 1.292 voix de préférence ce 13 juin.

Marc De Middeldeer

Bonnes nouvelles de Wallonie

Johnson & Johnson amplifie son ancrage wallon

Six ans après avoir établi à Courcelles un centre de distribution européen pour sa division "Medical Devices & Diagnostics" (où sont employées actuellement pas moins de 278 personnes sous contrat à durée indéterminée), le groupe pharmaceutique américain Johnson & Johnson a annoncé un projet destiné à renforcer son ancrage en Wallonie.

La maison-mère de Janssen Pharmaceutica a cette fois opté pour La Louvière et le site du "Bois de la Hutte", démontrant ainsi que la Wallonie — qui était en concurrence avec la Flandre, mais aussi la France, les Pays-Bas et l'Allemagne — est un territoire apprécié pour les activités de logistique.

Le nouveau projet de J&J vise la création d'un centre européen de distribution de produits pharmaceutiques. Ce centre, qui fonctionnera avec trois unités satellites pour former un réseau intégré, est appelé à centraliser les activités de quinze centres de distribution dispersés en Europe et à devenir la "plateforme de distribution mondiale" des médicaments à partir de l'Europe. Il acheminera des cargaisons vers 11 pays européens et vers des filiales J&J ailleurs dans le monde.

Concrètement, le futur centre logistique de La Louvière représente un investissement global de 49 millions d'euros. J&J a sollicité une demande de subsides auprès de la Région wallonne pour un montant de 11 millions. Si ces subsides sont effectivement accordés, la construction du centre de 25.000 m² pourra démarrer dès cette année et être opérationnel en 2012. J&J prévoit la création de 110 emplois directs à l'horizon de 2013 à La Louvière.

Bientôt un moteur wallon vert

Nous avons comme objectif de mettre sur pied un projet de moteur vert. On va charger un groupe d'experts de réfléchir à l'avenir de l'automobile durable en Wallonie, et surtout de formuler des propositions concrètes adressées à l'industrie et au gouvernement afin de redévelopper ce secteur technologique, a déclaré **Jean-Claude Marcourt**, le ministre wallon de l'Économie.

Motorisations hybrides ou tout-électriques, développement de la pile à combustible et des moteurs thermiques alimentés au biocarburant, les idées ne manquent pas. Francorchamps, et son *cluster* auto, est un atout supplémentaire pour attirer un tel projet.

Wallonie: terre idéale pour la logistique

Selon une étude internationale qui compare les avantages des différentes régions pour le secteur de la logistique, Liège emmène le classement, devant le Limbourg belge, le Hainaut, le Nord-Pas-de-Calais, Namur et le Luxembourg belge.

À l'horizon 2020, Liège ne sera pas en mesure de conserver ce classement, en dépit de sa localisation extrêmement favorable : le manque de terrains disponibles la désavantage à l'égard du Hainaut qui, selon nous, passera

alors en tête, notent les auteurs du document. Liège glisserait alors en 3^e position, juste derrière le Limbourg. Comme le note l'Awex, c'est l'emploi dans le secteur logistique qui a principalement bénéficié des investissements étrangers en Wallonie l'an dernier : avec, surtout, H&M, à Mons, qui a investi près de 60 millions et créé 450 emplois. Et Downe Corning, en Hainaut également, avec 134 nouveaux emplois, soutenus par 32 millions d'investissement. Un secteur qui mobilise surtout de la matière grise.

La success story des aéroports wallons

La Wallonie compte deux aéroports. L'un situé à Gosselies, BSCA. L'autre à Bierstet, *Liege Airport*.

Ce dernier est devenu, depuis 2010, le premier aéroport belge pour le transport de fret. Et se situe en 8^e position dans le top 10 des aéroports européens. Cette année s'annonce d'ailleurs excellente pour l'aéroport en termes de volume cargo. José Happart, président de Liege Airport, table sur un chiffre de 600.000 tonnes. Soit plus que 2008, année durant laquelle le nombre record de 518.750 tonnes avait transité par le site. Le nombre de passagers est également en progression. Oubliée l'année 2009, au cours de laquelle 356.782 voyageurs seulement avaient utilisé l'aéroport contre 518.750 en 2008.

Des chiffres sans commune mesure avec ceux du BSCA, spécialisé dans le transport de voyageurs. En 2009, 3.937.187 passagers se sont enregistrés à Gosselies contre 2.957.026 en 2008. Et l'aéroport est bien parti cette année pour battre une fois de plus ce record.

La Banque Nationale estime à 14.551 unités, le nombre d'emplois directs, indirects et induits, générés par l'activité des deux aéroports wallons. Le site de Liège a généré à lui seul 9.445 emplois directs et indirects.

Retour du Val-Saint-Lambert sur la scène internationale

Une fusée de cristal de 2,60 mètres de haut a été confectionnée pour l'Exposition universelle de Shanghai. Elle prendra place dans le pavillon belge

«Elle symbolise le nouveau départ et le dynamisme retrouvé de notre cristallerie», déclare Fabien Poncelet, responsable du marketing.

On sait le public chinois amateur de cristal coloré. «Nous profiterons de notre présence à l'Exposition universelle pour tenter de trouver un partenaire, qui nous aidera à pénétrer ce marché très fermé».

La recherche, en fait, a déjà commencé, et des négociations sont en cours entre la cristallerie sérésienne et un représentant potentiel en Chine.

Premier bilan pour BioWin

BioWin, c'est l'un des cinq «pôles de compétitivité» du Plan Marshall lancé en 2006 pour assurer le redéploiement économique de la Wallonie. Quatre ans plus tard, c'est l'heure du bilan. Un bilan encourageant à en croire l'étude réalisée par le bureau de consultance M5.

>>>

Entre 1999 et 2008, les 68 sociétés innovantes membres de BioWin ont créé pas moins de 6.828 emplois. Et l'étude ne tient pas compte des emplois indirects générés par cette activité. Il faut faire en sorte que la Belgique demeure le premier pharmacien du monde par tête d'habitant, a déclaré Jean-Claude Marcourt. Le pôle «santé» va donc continuer à soutenir l'excellence, en s'assurant que le fruit des recherches des cerveaux wallons trouve un débouché sur le marché.

Comment ? En se concentrant sur les PME, qui représentent plus de 90 % des sociétés actives dans le domaine de la santé en Wallonie. Les subsides iront désormais davantage vers ces petites structures. Des PME qui travailleront davantage aussi avec les grosses cylindrées comme GSK, UCB ou Baxter. Car les deux types de sociétés peuvent coexister, rappellent les responsables de BioWin. Et pour valoriser le travail de ces entreprises, on leur donnera plus de visibilité internationale, en collaborant notamment avec l'Awex. Enfin, BioWin a aussi décidé de favoriser les « Plateformes Technologiques » qui planchieraient sur un projet collectif, associant différents acteurs.

Le gouvernement wallon a dressé le bilan du Plan Marshall (2006-2009)

Ce plan, qui a mobilisé 1,2 milliard d'euros, s'est principalement consacré à 5 axes : la mise en œuvre des 5 pôles de compétitivité, la stimulation de la création d'activités, l'allègement de la fiscalité sur l'entreprise, le renforcement de la recherche et de l'innovation et la multiplication des compétences pour l'emploi.

Le gouvernement estime que le plan a été exécuté complètement en ce qui concerne les engagements politiques. Les résultats vont même au-delà des objectifs fixés, soulignent les ministres, citant entre autres le taux d'octroi APE, la formation dans les métiers en pénurie, les bourses immersives ou encore la création d'infrastructures d'accueil des activités économiques en zones franches urbaines.

Le succès du Plan réside dans sa souplesse budgétaire, ainsi que dans le suivi régulier dont il a fait l'objet. Il aura permis au total de soutenir 15.290 entreprises et de créer 29.582 emplois. Par ailleurs, le Plan Langues a attiré 46.279 personnes et 1.248 chercheurs ont été financés. Du côté des objectifs à poursuivre, on trouve notamment la réhabilitation et l'assainissement des sites d'activités économiques, l'équipement des zones d'activité économique et la finalisation de travaux d'infrastructures des ports autonomes.

BRÈVE

Dans le n° de printemps de *Wallon - périodique du Rassemblement Wallon*, le président **André Libert** remarque judicieusement : « nous sommes pour le droit des habitants, des êtres vivant sur un sol dont personne ne détient un acte de propriété, signé par Adam et Eve. Les amis liégeois réclament-ils le Limbourg au nom d'une Principauté de Liège ? »

Une question qui interpelle la Wallonie : la richesse de ses voisins directs

On se souvient de l'audace d'Éric Zemmour formulant son jugement péremptoire : « La Belgique, c'est un peu notre RDA à nous. » (cf. *Wallonie-France* n° 90, p. 17). Incompréhensible et choquante pour bon nombre de citoyens belges mal informés, cette petite phrase, désormais célèbre, n'est pourtant que l'expression de la réalité, de la dure réalité que connaît non pas la Belgique entière, mais — comme nous l'avons rectifié dans un article précédent — uniquement la Wallonie (à l'exception de la province du Brabant wallon).

Les chiffres sont là, implacables dans leur sécheresse et leur impartialité (1). Rappelons brièvement les niveaux globaux de richesse de Bruxelles et de la Flandre comparés à ceux de la Wallonie et de l'ancienne RDA, exprimés en SPA (standard de pouvoir d'achat) (2) et déjà mentionnés en détail, province par province et Land par Land, dans l'article précité :

Région de Bruxelles-capitale (c'est-à-dire la Région bruxelloise) : 220,9, Région flamande : 116,2

Wallonie (anciennement appelée Région wallonne) : 83
Länder orientaux de l'Allemagne réunifiée (c'est-à-dire l'ancienne République démocratique allemande) : 83,9

On se souviendra que le SPA des Länder occidentaux de l'Allemagne réunifiée (République fédérale d'Allemagne) s'élève à 126. Pour l'ensemble de l'Allemagne réunifiée : 115,7.

Au vu de ces données, on ne peut donc pas accuser Éric Zemmour d'erreur, d'égarement voire de mensonge dans la petite phrase lâchée dans son ouvrage *Mélancolie française* : le niveau de vie de la Wallonie se situe effectivement au même degré de déficience que celui de l'ancienne RDA.

Voyons maintenant, comme annoncé dans l'article précité, à quel niveau se situe le SPA des autres pays limitrophes de la Belgique (Belgique entière : 115,6) :

France : 108,5, Pays-Bas : 132,2,
Grand-Duché de Luxembourg : 275,2

Et pour les amateurs de chiffres et de comparaisons étendues : Autriche : 122,8, Danemark : 121,3, Espagne : 105, Grèce : 92,8, Italie : 103,4, Royaume-Uni : 119,1

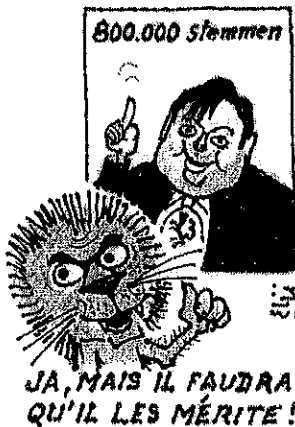
À chacun, maintenant, de répondre à la question :

Est-il possible de croire que la Wallonie, une région d'Europe comptant de tout temps parmi les plus développées au monde, ait à ce point régressé (alors que tout le reste du petit État auquel elle appartient a atteint et maintenu un degré élevé de prospérité) sans qu'une volonté politique extérieure à elle-même ait participé, activement ou passivement, innocemment ou pernicieusement, à son déclin ?

Pierre Mélot

(1) Ces chiffres sont fournis par l'organisme Eurostat, l'Office statistique de l'Union européenne.

(2) SPA (standard de pouvoir d'achat) : coût d'un panier de biens et de services identiques achetés dans chacune des monnaies des pays concernés. Ce mode de calcul permet de gommer les différences de prix qui existent d'un pays à l'autre ; il reflète le coût de la vie à l'intérieur de chaque pays pris individuellement.



VU DE FLANDRE

Lundi 14 juin.

Au lendemain du séisme politique qui a secoué la Flandre, qu'en disent les quotidiens flamands? J'en ai consulté quatre, *De Standaard*, *De Morgen*, et deux

"populaires", *Het Nieuwsblad* et *Het Laatste Nieuws*. Dans tous les quatre, la une est occupée par une grande photo de Bart De Wever triomphant, les bras levés en signe de victoire.

Les titres et sous-titres

VENI, VIDI, VICI — La N-VA balaie l'opposition en Flandre — Bart De Wever et Elio Di Rupo condamnés à la cohabitation (*De Standaard*) ;

LE NOUVEAU LION DE FLANDRE (*De Morgen*) ;

ROI DE FLANDRE — Mais quid de la Belgique? (*Het Nieuwsblad*) ;

LE CANNIBALE — A la tête du pays se trouvera non plus un CD&V, mais un nationaliste flamand, dont l'objectif est de faire disparaître un jour la Belgique (*Het Laatste Nieuws*).

Les éditoriaux

Tous les éditorialistes constatent que ces élections redessinent de manière radicale le paysage politique flamand et soulignent le caractère historique de ce scrutin : non seulement c'est la première fois qu'un parti non traditionnel est le principal parti de Flandre, mais, pour la première fois aussi, les trois partis traditionnels (CD&V, *Open VLD* et *SP.A*) recueillent ensemble moins de 50 % des voix.

Dans *De Standaard*, Peter Vandermeersch constate que **jamais autant de Flamands ne se sont rangés, lors d'une élection, derrière un parti qui veut à tout le moins une réforme en profondeur du pays, voire la fin de la Belgique.**

Il serait trop simpliste, ajoute-t-il, d'attribuer le succès de la N-VA au seul Bart De Wever. Une grande partie des Flamands veut une réforme en profondeur de l'État et ne croit plus dans les structures boiteuses de la Belgique.

Il est crucial que le sud du pays prenne ce résultat au sérieux. **Évacuer la question d'une réforme de l'État est tout simplement la recette pour la fin**

de la Belgique. C'est aussi simple que cela.

Que ce soit clair : il n'y a pas d'autre solution qu'un mariage de raison entre Elio Di Rupo et Bart De Wever. Ou plutôt, si, il y en a une : c'est que la Flandre, Bruxelles et la Wallonie continuent toutes trois à s'enfoncer dans le marasme.

Pour Yves Desmet (*De Morgen*), ce qu'a réalisé Bart De Wever mérite à tous égards le qualificatif d'historique : jamais auparavant un parti nationaliste flamand n'a obtenu un résultat ne serait-ce qu'approchant.

Dans le même journal, Walter Pauli résume la situation en ces termes : le PS dominant est, comme c'est le cas depuis près d'un siècle, l'expression profonde de la Wallonie. Quant à Bart De Wever et la N-VA, ils sont la cristallisation, somme toute logique, d'une Flandre depuis longtemps sûre d'elle. Autrefois, c'était le CD&V, **mais la Flandre n'est plus chrétienne, et est plus flamande que jamais.**

Luc Van der Kelen, l'éditorialiste du *Laatste Nieuws*, voit dans le résultat de ce scrutin le signal le plus fort qui puisse être adressé aux responsables politiques francophones : **une dernière chance leur est donnée de réformer le pays.** Si une fois de plus rien ne se passe, la prochaine fois, le "cannibale" rendra cette entreprise tout à fait impossible.

Le mot de la fin revient à Liesbeth Van Impe, qui, dans *Het Nieuwsblad*, écrit en substance que la campagne, basée sur le dialogue et le compromis, qu'a menée le CD&V a été un échec. L'électeur, lassé du statu quo, a résolument voté pour l'homme qui, ironie de la situation, promet de faire la même chose que ce que promettait Leterme en 2007, à savoir ne surtout pas céder, quitte à rendre impossible la formation d'un gouvernement.

Elle constate qu'à chaque élection la Flandre se choisit un héros (Stevaert en 2004, Leterme en 2007, Jean-Marie Dedecker en 2009 et maintenant Bart De Wever). L'amour est à chaque fois de courte durée et les cartes sont complètement rebattues. Ce danger guette aussi Bart De Wever. Pendant la campagne, il n'a pas hésité à sortir la grosse artillerie : suppression de la région bruxelloise, scission de la sécurité sociale, pas de gouvernement tant qu'il n'y a pas d'accord. De Wever va maintenant devoir confronter ses rêves à la réalité.

Elle conclut son éditorial en se demandant si De Wever est lui aussi un apprenti sorcier dont l'entreprise est vouée à l'échec. C'est en tout cas la première fois que **l'apprenti sorcier ne trouverait peut-être pas si grave que tout le laboratoire explose.**



La crise :

**vrais ravages et fausses erreurs.
Renversons l'épouvantail !**

La crise financière éclaire une fois de plus d'un jour cru les mensonges des maastrichtiens. L'euro devait nous apporter monts et merveilles. Il a commencé par renchérir le coût de la vie. Il devait nous assurer le calme sur le marché des changes. Il est aujourd'hui au cœur de la crise du système mondialiste auquel nous rive l'Union européenne. Sa gestion, confiée à des banquiers indépendants, donc irresponsables devant les instances démocratiques, doctrinaires, donc inflexibles dans leur néolibéralisme, a dépouillé les États du pouvoir régalién de créer et d'administrer la monnaie. Le pacte de stabilité monétaire et de croissance, annexé au traité de Maastricht, n'a pu garantir la première et son application a négligé la seconde. Il n'est question, dans l'eurocratie, que d'équilibrer les comptes avec le minimum d'attention aux rigueurs de la conjoncture et sans souci des conséquences sociales. L'homme d'État américain William Bryan dénonçait, à la fin du XIX^e siècle, la crucifixion de l'humanité sur une croix d'argent. Il parlait du métal, mais le crime est-il moins grand avec l'argent-papier ou dématérialisé par les techniques scripturales et électroniques ?

Pervers ou candides, les europhiles proposent aujourd'hui de créer un gouvernement économique de l'Europe, panacée, selon eux, de tout ce que nous souffrons. Mais quelles règles suivrait-il, sinon celles qui précisément ont conduit à l'effondrement de 2008 : la concurrence érigée en dogme absolu, la négation du concept d'intérêt général, le libre-échange désigné comme seul moteur de la croissance (fût-il pratiqué avec des partenaires américains et asiatiques qui l'accommodent à leur sauce) et l'oubli complet des disparités dans les situations nationales ? Au-delà des beaux discours conservateurs et sociaux-démocrates, il en résulte inéluctablement l'arasement des régimes sociaux, entraînant la baisse de la consommation intérieure (vrai propulseur d'une croissance saine), la mercantilisation graduelle de tout ce qui est public (donc contrôlable par l'expression démocratique de l'opinion) et l'exode toujours plus fréquent d'appareils de production et de secrets technologiques vers des cieux dispensateurs de profits plus copieux et plus immédiats. À ce jeu, la Grande-Bretagne a perdu en quelques décennies sa puissance industrielle, et la France, 40% de ses emplois dans le secondaire en moins de vingt ans. Apparemment gagnante, l'Allemagne a payé ses succès d'exportation par des sacrifices qui engendrent chez elle un sourd mécontentement. Et combien de temps pourra-t-elle soutenir son élan ? Déjà la Chine vient de lui ravir le rang de premier ex-

porteur mondial. Quant à l'Europe orientale, je peux témoigner que la colère y gronde, avec des tentatives d'extrémisme qu'il sera vain de déplorer si elles font surface.

Si j'évoque tout cela dans ces colonnes, c'est parce que la libération de la Wallonie, si elle passe en premier lieu par la séparation avec la Flandre, ne sera vraiment parfaite que si elle desserre l'étau maastrichtien. Il en va de même pour la France qui n'a que trop laissé comprimer sa puissance dans le corset des traités européens — sur lesquels on n'ose plus consulter son peuple.

Dans l'immédiat, l'État belge doit trouver 22 milliards d'euros d'ici à 2015 pour retrouver la conformité de ses finances aux critères maastrichtiens. Il ne se trouveront évidemment pas sous le sabot d'un cheval et déjà les éclaireurs du Système et de la haute finance essaient de nous préparer à une cure (le joli mot sous la plume de leurs valets !) d'austérité. Devons-nous rappeler ce que la précédente, celle que nous infligea M. Dehaene pour nous faire ingurgiter la monnaie unique, a coûté à la Wallonie ? Va-t-elle en laisser gâter les premiers fruits du plan Marshall, ralentir à nouveau une convalescence économique dont les signes se multiplient dans la région ? Toute à sa stratégie d'exportation et à sa vision encore rurale de l'orthodoxie monétaire, la Flandre veut nous imposer des plans domageables à notre redressement, du moins si nous ne consentons pas à entrer dans son schéma confédéraliste. Sur ce dernier point, la sagesse serait d'acquiescer — en prenant bien garde à ce que le partage concerne tout le gras du pot — et le mieux serait bien sûr de négocier la sécession.

La dette publique n'est pas l'hydre terrifiante que décrivent les financiers qui rackettent et les économistes qui caquettent. Elle se paierait déjà pour une bonne part avec quelques mesures mettant bon ordre au malgoverno belge : simplification de l'appareil politique, suppression d'intercommunales et d'établissements pararégionaux superflus, restructuration de l'administration par les objectifs, fin de la subvention des cultes, modernisation de la fiscalité (celle du royaume est une des plus stérilisantes du monde développé), vente d'une partie du stock d'or, etc. Excellent dans ses principes, le plan Marshall appelle un élargissement de son champ opératoire et une extension de ses moyens. Autour de son noyau de collecte de l'épargne, il peut créer une banque régionale de crédit dont les ressources scripturales allégeraient les factures du contribuable. Il faut cesser de voir les services publics comme des centres de coûts, alors que par leurs effets redistributifs et leurs externalités positives, ils sont des centres de profit pour la collectivité. Leur imposer les règles comptables du privé, comme s'évertue à le faire la Commission européenne, est une des nombreuses fautes lourdes du néolibéralisme : leur rôle est de produire le maximum d'utilités au moindre coût pour la nation, ce qui implique certes un rapport dépenses-avantages rationnellement calculé, mais non un équilibre financier qui, par définition même de leur mission, est un non-sens à leur en-droit. Je romps enfin une lance en faveur de

>>>

l'agriculture, une des grandes victimes de l'eurocratie : nous avons besoin de l'indépendance alimentaire, nous qui sommes déjà dépendants en matière d'énergie (et ce sera pire si nos partis dits écologistes font prévaloir leurs fantasmes sur le nucléaire). Garderons-nous les bras baissés devant la disparition programmée de ceux qui nous la procurent ?

Pour arriver à ces fins, force sera de bousculer un peu "l'Europe". Que l'on se rassure, nous ne serons pas les seuls et elle n'a plus ses prestiges d'autrefois, tant les faits ont maltraité sa métaphysique. Il ne s'agit pas de répudier son idéal de coopération continentale, il s'agit de la refonder sur les réalités nationales au lieu de l'ancrer dans le marais du mercantilisme ou de la braquer vers les nuées du cosmopolitisme. Il ne s'agit pas d'abolir l'euro (encore

que sa disparition ne serait pas l'apocalypse prédite par les néolibéraux), il s'agit de garder ses commodités sans qu'il soit un couperet du bien-être. Utopie ? Non. Comme Guy Spitaels le donne à comprendre dans ses *Chroniques impies*, les grands États retrouvent le goût d'une action autonome. La Commission, c'est bon signe, a baissé de beaucoup son insupportable jactance, si souvent relais de volontés extra-européennes. Le combat wallon n'a plus, il faut s'en pénétrer, la simplicité de ses rêves d'autrefois. Mais en devenant plus complexe, il est aussi devenu plus exemplaire pour l'Europe tout entière et d'abord pour la France à laquelle notre destin sera lié d'une manière ou d'une autre.

Jacques Rogissart

La situation politique au jour le jour

À la fin des vacances de Pâques, le climat s'alourdit pour le gouvernement, dans l'attente de ce qu'a trouvé M. Dehaene pour résoudre le problème de BHV. Le VLD menace de quitter la majorité fédérale si une solution durable n'apparaît pas.

15 avril — Un nouveau couac du ministre régional de l'Environnement. Philippe Henry met en relief l'incompétence technique des gens d'Ecolo. Il avait annulé, le 12, le permis autorisant des travaux à la 4^e écluse de Lanaye, là où se recoupent les axes fluviaux Meuse-Rhin, Main-Danube et Seine-Escaut. Du coup, le bouchon restera en place pour quelques mois supplémentaires. Il reconnaît, ce jour, "une erreur flagrante". Averti tardivement, son collègue des Travaux publics, Benoît Lutgen (CDh) peste contre lui.

19 avril — Le "démineur royal" Jean Luc Dehaene présente aux présidents des partis ses propositions d'accord sur BHV.

20 avril — Il s'avère que la "solution" avancée par le Taureau de Vilvorde penche fortement vers les volontés flamandes. Les partis francophones se rebiffent.

21 avril — M. Dehaene met brusquement fin à sa mission sans même retourner chez Albert II. Il constate que les positions en présence sont inconciliables et considère que son travail est terminé, puisqu'il a présenté des propositions de fond. Rappelant qu'il ne s'est pas engagé à diriger la négociation, il passe le mistigri au Premier ministre Leterme. Au pas-

sage, il regrette le temps où les compromis étaient plus faciles (celui où les francophones cédaient plus vite !). Mais comme tout le monde veut continuer à négocier, point positif pour lui, il accepte de "prêter assistance lors des négociations". Stupeur générale. À notre avis, le bonhomme prend le large pour ne pas griller un peu plus son crédit en Flandre. Compte tenu de l'ultimatum du VLD, la vie du gouvernement Leterme ne tient plus qu'à un fil. La NVA a encore durci le blocage en menaçant de quitter le gouvernement flamand si la solution finale privait la Flandre d'une partie de ses compétences dans les communes à facilités.

Les partenaires sociaux adjurent les politiciens d'éviter une crise politique qui, la conjoncture économique étant ce qu'elle est, aggraverait encore les épreuves de la population. Toujours le même chantage belge à la ruine si le royaume perd sa cohésion. On sait ce qu'il en a coûté aux travailleurs wallons d'y céder, mais les directions syndicales sont restées unitaristes de cœur. Elles feraient mieux de réagir à la déglutine des entreprises publiques. La SNCB essuie une perte de 473 millions d'euros que ses dirigeants incapables sont en défaut d'expliquer clairement.

L'administrateur-délégué de la Poste Johnny Thys fait passer son salaire annuel de 900.000 à 1 million d'euros. Dans les deux cas, service rétréci et toujours plus cher. Merci à la libéralisation européenne, au gouvernement qui la met docilement en place et à la participatie qui donne les manettes à des avides obsédés par les critères du privé.

22 avril — Crac dedans ! Joignant l'acte aux paroles, le VLD quitte le gouvernement fédéral et sa majorité. On ne voit pas bien ce qu'il espère retirer de cette rupture. Il explique que la date du 23 avril avait été fixée comme butoir par M. Dehaene (ce qui est à peu près vrai) et par les partis en négociation (ce qui est faux pour les francophones). Quoi qu'il en soit, M. Leterme porte au roi la démission de son gouvernement — ce n'est jamais que la troisième fois en 21 mois (s'ajoutent à la liste ses deux renoncements antérieurs comme formateur). Dans la logique du Système, M. Deu la refuse et entame des consultations, le temps qu'on lui souffle la suite des opérations. Le président de la Chambre Patrick Dewael (VLD ouvert) convainc de justesse les chefs de groupe flamands de ne pas provoquer une réunion plénière où leurs formations auraient voté illégalement la scission de BHV, sans même attendre l'expiration de la procédure de conflit d'intérêt déclenchée par le Parlement germanophone. Restés dans l'hémicycle et rejoints par une horde de militants, auxquels les huissiers n'ont pas barré le passage, les députés du *Vlaams Belang* entonnent le *Vlaamse Leeuw* et déploient une banderole réclamant l'indépendance de la Flandre. L'image fait le tour du monde. Excellent ! Le chœur des pleureuses se lamente. Pensez donc, la présidence belge de l'UE est en danger (la belle affaire !), les taux d'intérêt vont grimper en flèche s'il y a crise de régime (chantage classique des belgicains). On entend à nouveau les dents claquer dans la bouche de M. Di Rupo qui >>>

recommence à balancer l'encensoir sous le nez du roi ; débite des incantations à "l'intérêt du pays" et se réfère aux enjeux sociaux dont on sait comment ce maastrichtien belgolâtre les a gérés. Y a-t-il moyen de se remettre autour de la table ? Dans la soirée, le grand bleu flamand Alexander De Croo fait savoir que le VLD y serait disposé à condition de limiter la discussion à un délai court et sur la base des propositions de M. Dehaene. C'est cousu de gros, gros fil...

24 avril — M. Deu charge M. Reynders d'une mission de conciliation destinée à renouer la négociation sur BHV. Tout le monde comprend que le président du MR est ainsi gentiment prié de museler le FDF, trop en pointe dans le camp francophone. Un délai : il doit aboutir pour le 26. Il a les encouragements de tous les partis, sauf des nationalistes flamands. M. Demotte prend la présidence de l'Union socialiste communale (section) de Tournai, plus prestigieuse que celle de Fiobecq. Un jeune espoir du PS, favori de l'appareil, M. Eric Thiébaud écrase littéralement M. Didier Donfut à l'élection du président de la fédération de Mons-Borinage, une des plus importantes du PS.

26 avril — Alors qu'il était encore optimiste la veille, M. Reynders constate l'échec de sa mission de conciliation devant l'intransigeance du VLD (c'en est bien fini de la connivence des deux partis libéraux). M. Deu est alors forcé d'accepter la démission du gouvernement. La crise est ouverte. Les partis flamands prennent des dispositions de campagne (le VLD "ouvert" n'a même pas attendu les autres !). Lamentablement, leurs homologues francophones continuent des palabres pour éviter des élections anticipées. Mais comment faire ? Le SP.A refuse de rejoindre l'ex-majorité et le CD&V a fait son deuil de la législature. Triste spectacle que nos politiciens bruxellois et wallons bëlant à qui mieux mieux qu'il y avait d'autres problèmes à régler. Comme si celui-ci ne synthétisait pas le fait que la cohabitation avec les Flamands sera de plus en plus coûteuse pour nous.

Le conseil communal de Linkebeek accroît encore la tension en réclamant le rattachement à Bruxelles si l'arrondissement BHV est scindé. Celui de Crainhem fera de même le lendemain.

Sans la fameuse scission, certains Flamands estiment déjà que les prochaines élections seront illégales. Les constitutionnalistes s'en donnent à cœur joie pour déterminer si c'est vrai ou pas. Ça promet !

27 avril — Tandis que notre bon roi "consulte", on se met à réfléchir aux articles de la Constitution qu'il faudrait réviser après les élections. Les partis francophones se distinguent à nouveau par leur monarchomanie : pas touche aux pouvoirs royaux ! Comme de bien entendu, ils répètent comme des serins qu'il vaudrait mieux s'occuper des problèmes économiques et sociaux (les Flamands sont évidemment trop bêtes pour le comprendre !). C'est aussi, nous l'avons dit, l'antienne des partenaires sociaux, nostalgiques de l'unitarisme. Mais déjà le patronat flamand s'est divisé sur la question...

28 avril — Expiration de la procédure en conflit d'intérêts déclenché par le Parlement germanophone. Le Nord s'apprête à la curée.

M. Leterme, lui, avoue humblement son échec. Il ne sera pas candidat à sa succession et se contentera de conduire la liste des candidats sénateurs du CD&V en Flandre occidentale. Il laisse à la présidente du parti Marianne Thyssen le soin de gérer la suite. À première vue, cette dame, un peu hésitante sur le plan communautaire, ne devrait pas briller plus que lui.

29 avril — Juste avant que les députés flamands ne votent unilatéralement la scission de BHV, les partis francophones actionnent la sonnette d'alarme prévue par la Constitution. Le dossier passe alors du Parlement au gouvernement qui dispose de 60 jours pour donner un avis. Et comme il est démissionnaire... ce sera la tâche de son successeur. Belle victoire défensive donc, mais elle ne fait qu'augmenter l'exaspération nordiste.

30 avril — Le CDh fera campagne avec la devise "L'union fait la force". L'union de qui avec qui ? Toujours l'art jésuitique de jouer sur les sens multiples...

Ce jour est aussi celui de l'inauguration de l'Exposition universelle de Shanghai. Avec sa direction flamande, le pavillon belge ne pouvait manquer de mettre à l'honneur l'économie flamande. Il met l'accent sur le diamant, la bière et le chocolat. Le

premier de ces produits est typiquement anversois, la Wallonie n'a qu'une petite part dans la fabrication des deux autres. Les inscriptions sont en anglais, avec le slogan sur-réaliste "*Belgium beyond expectation*" (la Belgique au delà de l'attente !). Une fois de plus, l'unionisme, cher au CDh, nous coûte cher.

1^{er}-2 mai — Y aura-t-il un jour un parti francophone pour racheter les autres ? Les discours du 1^{er} mai rivalisent de belgicisme bëlant et les petites manœuvres de politique politicienne font voler en éclats le prétendu front francophone. M. Louis Michel s'en prend à l'intransigeance de Mme Milquet face aux Flamands — tout le monde comprend qu'il en a aussi à son camarade de parti Olivier Maingain. Elle lui réplique comme on l'imagine. Tandis que M. Di Rupo radote sur les vrais problèmes des gens, pour lesquels il n'a pas l'ombre d'une solution, le cheikh Philippe Moureaux et Mme Laurette Onkelinx dardent leurs flèches sur le président du FDF. Bien que nous n'ayons aucune sympathie pour celui-ci aussi monarcho-belgeois que les autres, il faut lui donner raison sur un point : il n'a fait qu'exprimer, les jours précédents, le principe adopté par tous les partis francophones. Posons donc la question : qui capitulera le premier sur BHV ?

Derrière tout cela, c'est encore plus sordide, apparaissent les combinaisons pour former les futures majorités fédérale, wallonne et communautaire. PS, CDh et Ecolo sont en train de planter un nouvel olivier en envoyant le MR sur les ronces. Normal ? Ce le serait dans une conjoncture plus paisible. Mais l'offensive flamande devrait donner aux partis francophones des réflexes de salut commun.

Dans un discours prononcé partiellement en flamand, le maire de Liège Willy Demeyer se proclame plus socialiste que wallon. Nous en sommes là...

Peut-être sous effet d'hypnose, le PS prend comme slogan "Un pays stable, des emplois durables". Le peuple, déboussolé, ne demande qu'à y croire... On verra à l'autopsie !

4 mai — Les 12 présidents des tribunaux flamands de première instance ont proclamé que les prochaines élections seront illégales. Selon eux, elles devraient être organisées sur la base des anciens

>>>

arrondissements qui était en vigueur jusqu'en 2002 parce que le système actuel discrimine les habitants de Louvain par rapport à ceux de Hal-Vilvorde dans le Brabant flamand. Le bourgmestre de Hal approuve, mais le président de la Cour de cassation Ghislain Londers les désavoue. Les constitutionnalistes les plus en vue du Sud contestent la conception flamande. Il n'empêche que leur avis trouble un peu plus la Flandre.



La NVA enregistre un ralliement de poids : l'ancien rédacteur en chef de la VRT Siegfried Bracke, célèbre et populaire dans le Nord, conduira la liste pour le Sénat en Flandre occidentale.

5 mai — Mme Onkelinx arrivera-t-elle un jour à gérer convenablement un ministère ? Les informations affluent sur ses achats de vaccins contre la grippe AH 1 N 1 à la firme GSK. Le contrat était si défavorable à l'État et a été passé avec une telle absence d'appel d'offres qu'il a de quoi susciter la stupéfaction.

6 mai — La Chambre se dissout. Il se confirme qu'on votera le 13 juin. Avant de se mettre en congé, elle adopte une liste des articles à réviser dans la Constitution. L'écho de ces nouvelles est assourdi par la bourrasque qui souffle sur la zone euro.

7 mai — Dissolution officielle du Parlement. Le gouvernement se met en affaires courantes. M. Leterme lâche une perle de surréalisme belge : le scrutin de juin sera "légal mais contraire à la Constitution". Et là-dessus une énormité : le CD&V se serait mis en cartel avec la NVA pour neutraliser le nationalisme de celle-ci ! Et lui, à l'époque, il ne l'était pas, nationaliste ?

Les jours suivants — On remarque le retour de MM. Jacky Morael et Olivier Deleuze qui conduiront respectivement les listes Ecolo pour

le Sénat et la Chambre à Bruxelles et surtout la première place dévolue à M. Maingain sur la liste bruxelloise du MR pour la Chambre.

M. Di Rupo braque les canons du PS sur les "criminels financiers" et "l'hyper-idéologie libérale" (*sic*) dans *Le Soir* du 19. Il lui arrive d'égratigner l'UE, ce qui est méritoire de la part d'un défenseur des traités de Maastricht et de Lisbonne... Mais n'oublions pas qu'il les a fait adopter par ses amis. Pourrait-il devenir Premier ministre ? Rendu prudent par l'expérience, il joue les violettes. M. De Wever, lui, n'y verrait aucun inconvénient s'il acceptait le confédéralisme. Dur à avaler pour un tel belge ! À signaler un beau geste du PS. Il accepte, au nom de la démocratie, de parrainer les listes de petits partis, ce qui leur épargne une difficile collecte de signatures. Le MR prend comme slogan électoral "la garantie du respect". Comprenez qui pourra. Plus obscure encore celui d'Ecolo : "Nous restons ouverts pendant les transformations".

La plupart des bourgmestres flamands de l'arrondissement BHV refusent d'organiser les élections au prétexte qu'elles sont inconstitutionnelles. Leur gouvernement, si empressé à persécuter les "rebelles" francophones, ne bronche pas. On remarque la modération communautaire du CD&V (le loup se déguise en mouton !). Le VLD se radicalise : il n'entrera dans aucun gouvernement fédéral sans réforme préalable de l'État. C'est aussi la position de la NVA pour laquelle le confédéralisme est la dernière étape à franchir avant l'indépendance.

16 mai — Une manifestation pour l'unité du royaume réunit moins de 2.000 personnes à Bruxelles — avec une participation infime des Flamands — malgré le soutien affiché du CDh, d'Ecolo et d'une partie du MR, représenté par M. Armand De Decker. En 2007, il y avait, paraît-il, 35.000 belgicains. Les cerveaux se décrassent.



On commence à savoir que, non contents de ne pas organiser les élec-

tions, des bourgmestres flamands brabançons essaient de les saboter en se servant des mouvements nationalistes qui expliquent aux présidents des bureaux de vote comment se soustraire à leur devoir. Pourquoi se gêner ? Le ministre régional de l'Intérieur Geert Bourgeois (NVA) refuse de prendre la moindre sanction. Alors que certains de ces bourgmestres sont candidats à un mandat parlementaire. Drôle de logique !

Encore une preuve que les *faciliteiten* ne valent plus un pet de lapin en Flandre. Les citoyens francophones résidant à l'étranger qui voudraient s'inscrire dans une commune de la périphérie bruxelloise sont priés de déposer les pièces nécessaires en néerlandais. Sinon, elles iront aux oubliettes.

19 mai — Atonie généralisée de la campagne électorale. Les grands partis se ménageraient-ils en vue de combinaisons futures ?

20 mai — Tiens, voici un Front de gauche inspiré de son homologue français. Il rassemble 6 composantes de... l'extrême gauche, car il faut aller aux extrêmes pour redonner un sens aux notions de gauche et de droite.

22 mai — Étrange discours de Mme Thyssen au congrès électoral du CD&V à Louvain. À l'entendre, son parti veut une réforme de l'État, mais "ce n'est pas une fin en soi". Quel est donc le but final ? Une chose est claire : il ne veut pas le séparatisme et accroche la NVA là-dessus.

Les jours suivants — À quoi bon suivre au jour le jour ? Promesses et discours seront oubliés dès le 14 juin au profit de l'arithmétique des portefeuilles. Les francophones rivalisent de belgicisme aussi épais que niais. Les grands journaux de la capitale s'évertuent à nous démontrer que les Belges aiment la *België*. Le ministre fédéral de l'Intérieur Anemie Turtelboom (VLD) promet au gouverneur du Brabant flamand d'envoyer les convocations électorales en néerlandais aux citoyens de Crainhem, Wezembeek-Oppeem, Linkebeek et Rhode-St-Genèse dont elle a lieu de craindre que les municipalités concernées ne les envoient en français à leurs administrés francophones. C'est illégal et le MR et le CDh protestent. M. Di Rupo, lui, choisit d'y voir un geste d'apaisement (*sic*). Les communes visées >>>

procèdent à leurs propres envois, selon la seule modalité qu'elles considèrent comme légale. M. Geert Bourgeois annule la décision de la commune de Rhode St-Genèse d'accepter l'inscription de résidents à l'étranger qui avaient effectué leur démarche en français. Devant les protestations francophones, Mme Turtelboom se retranche derrière les compétences de son collègue régional. *Punt aan de lijn !*

Rien ne va plus dans le royaume ! Une instruction judiciaire est ouverte à l'endroit de M. Ghislain Londers, premier président de la Cour de cassation. Mêlé à l'affaire Fortis, il aurait violé le secret professionnel, voire la séparation des pouvoirs.

3 juin — Le ministre-président bruxellois Charles Picqué et le vice-Premier ministre fédéral Laurette Onkelinx proclament dans *Le Soir* que le PS ne négociera pas une réforme de l'État si la Région bruxelloise n'est pas refinancée et cela, sans sacrifier les francophones de la périphérie. Dans *La Libre Belgique*, Mme Milquet réitère une autre exigence francophone : si BHV est scindé, il faudra une soudure territoriale entre Bruxelles et la Wallonie. Et pourquoi pas une couloir de Bruxelles à la côte, ironise le lendemain M. De Wever.

Le même se garde pourtant de se prononcer pour une rupture brutale. Il préfère parler d'une évolution "logique" qui conduirait à "l'évaporation" de l'État belge.

9 juin — M. Di Rupo affirme au micro de la RTBF qu'il y a "un plan B" des partis francophones pour le cas (horrible à l'entendre) où il ne serait pas possible de composer avec les Flamands. Mme Milquet lui fait écho en avertissant ceux-ci que, s'ils veulent partir, ce sera sans Bruxelles. M. Reynders leur reproche suavement de "s'inscrire dans la logique des nationalistes flamands".

Quelle comédie ! Le belgicisme est un de leurs "bons fonds de commerce". Le monde financier qui tire les ficelles les encourage à nourrir la peur de la sécession.

13 juin — Élections législatives (commentaires par ailleurs dans cette revue).



ÉPINGLE DANS LA PRESSE

Article 4 contre article 30

Dans *Le Soir* (27.04), Vincent de Coorebyter se livre à une analyse serrée de la crise communautaire et de ses conséquences funestes pour l'État belge. Pour le directeur du CRISP, l'opposition ultime entre les deux communautés s'est focalisée :

1. sur «une divergence de vue sur l'emploi des langues qui passe par des lectures opposées de la Constitution». Pour de nombreux Flamands, l'article vu comme décisif est «l'art. 4, qui consacre l'existence des régions linguistiques, notamment de la région de langue néerlandaise. Dans cette lecture, cette région a vocation à être linguistiquement homogène», d'où le fait capital «que l'art. 4 rend à lui seul la circonscription de BHV anticonstitutionnelle». Au contraire, les francophones s'appuient sur l'art. 30 qui rend facultatif l'emploi des langues dans cet arrondissement. À leurs yeux, il assure la liberté du choix linguistique de chaque citoyen en matière administrative et judiciaire;

2. sur la défense, par les partis francophones, des droits de leurs électeurs dans l'ensemble de l'arrondissement BHV et pas seulement dans les 6 communes à facilités. Interprétation bien sûr rejetée par l'autre camp !

En clair, c'est la lutte (finale ?) entre deux principes : celui de la territorialité contre celui de la personnalité. Les Flamands ne jurent que par le premier et les francophones se font les champions du second. Ces deux lectures relèvent-elles seulement de calculs partisans ? Non, elles révèlent au grand jour (si besoin en était encore) l'existence de deux mentalités totalement inconciliables, l'une plus germanique, l'autre plus latine. Plus que de réelles raisons économico-financières, c'est en fin de compte cette différence de nature qui, tôt ou tard, renverra la Belgique aux oubliettes de l'Histoire.

Monsieur Mark est inquiet

Mark Eyskens est sorti de son silence (*Le Soir*, 07.05) pour nous dire sa profonde inquiétude car, en Flandre, «on en parle (de la scission de la Belgique) et on en parlera plus encore si les francophones continuent à dire "non" à toute réforme de l'État»

Transmis à nos négociateurs. Mais le fils de Gastounet se rassure (un peu) en démontrant pourquoi, raisonnablement, la scission de la Belgique est impossible :

- des raisons de crédibilité financière l'interdisent. En effet, les marchés gonfleraient les intérêts des emprunts souscrits par les nouveaux États et surtout ceux de la Flandre ;
- les Wallons pâtiraient beaucoup de la coupure de solidarité nord-sud (n'en déplaie à certains optimistes côté francophone, les transferts Nord-Sud sont donc bien réels) ;
- la Constitution ne prévoit pas une sécession à moins d'un coup de force de la Flandre qui serait condamnée par d'autres pays européens aussi fragilisés, tels la Grande-Bretagne, l'Espagne ou l'Italie ;
- Bruxelles verrait son statut de capitale européenne «gravement menacé» et redeviendrait entièrement de langue française ;
- un État bruxello-wallon naîtrait et garderait le siège de la Belgique défunte dans toutes les institutions internationales.

Bref, tout le monde y perdrait quelques plumes, mais c'est d'abord la Flandre, devenue «une espèce de Kosovo» (la violence en moins, précise-t-il) qui paierait le prix fort. «Il faut absolument, conclut Mark, que nos communautés s'entendent et qu'on arrive à un pacte des Belges après les élections». Un onzième pacte, alors ? Oui, mais tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse...

Un drame de la précarité

Pour l'année 2009, l'ex-démineur royal Jean-Luc Dehaene a perçu la modique somme de 257.500 euros pour les bons et loyaux services rendus, en sa qualité d'administrateur, aux sociétés AB Inbev, Dexia, Thornbogenics, Unicore et Lotus (*De Tijd*).

FINANCIÈREMENT ?
MOI, ÇA VA... ET VOUS ?



On en connaît beaucoup qui, même dans la riche Flandre, se contenteraient de 6.440 euros par mois. Faut-il ajouter que ce modeste viatique complète ses revenus de député européen, revenus qui sont tout, sauf négligeables.

Allons, ne soyons pas jaloux et ne cachons pas notre bonheur de savoir que le couple Dehaene est à l'abri du besoin. À la vôtre, Cécile et Zan-Luc!

Deux mentalités, dit-elle

La Libre (10.05) rapporte quelques propos tenus par Jacques Delors et sa petite-fille Clémentine Aubry. Réfléchissant ensemble sur l'avenir de la Belgique, ils s'étaient confiés au quotidien français *La Croix* (08.05). Si Grand-papa larmoie en voyant les Belges se déchirer sans cesse, Clémentine y voit plutôt le choc «de deux cultures et de deux mentalités. Que Flamands et Wallons, ce n'est pas le même peuple». Que voilà une belle et bonne leçon de clairvoyance donnée à notre classe politique ! Merci, O my darling Clémentine.

On sonde chez les médecins

Le 12 mai, *Le Journal du Médecin* publie le résultat d'un sondage effectué auprès de 2.265 hommes et femmes de l'art. Si, en Wallonie, une majorité de généralistes soutiennent le MR, 32% de leurs confrères flamands entendent donner leur voix à la NVA et seulement 20% à l'Open VLD. Ici encore, c'est l'expression de deux mentalités bien différentes.

Scinder la Sécu ?

Bart De Wever réclame la scission de la Sécu, dit Michel Quévité au *Soir* (26.05), alors «c'est la mort clinique de l'État belge». Mais cette volonté

flamande serait-elle unique en Europe ? Non, répond le professeur émérite de l'UCL : «Bart De Wever s'inscrit dans la mouvance nationaliste ou "nationalitaire" de plus en plus offensive en Europe. En Italie, qui est, on le sait peu, un véritable État fédéral comme la Belgique, la Ligue du nord contrôle, depuis les dernières élections, la Lombardie, le Piémont et la Vénétie, qui représentent 40 % du PIB italien ; et elle remet en cause les transferts vers le sud de l'Italie. En Allemagne, la Bavière, autrefois région rurale mais devenue prospère, remet en cause la "péréquation financière". En Espagne, la Catalogne demande le "fédéralisme fiscal" — en d'autres termes, percevoir l'impôt dans sa propre région et décider soi-même ce que l'on accepte encore de transférer aux autres régions. Cette remise en cause de la cohésion territoriale est très inquiétante».

Et, pas dupe du jeu flamand, M. Quévité conclut par ces mots : «Notre fédéralisme s'inscrit, depuis le début, dans une logique confédérale. En réalité, c'est un confédéralisme qui ne veut pas dire son nom. Et cela, on n'a jamais voulu le reconnaître du côté francophone. Et aujourd'hui, quand la Flandre parle d'approfondir le fédéralisme, l'objectif n'est plus de changer la structure de l'État, mais de transférer le maximum de compétences de l'État fédéral vers la Flandre pour constituer la plénitude de l'État flamand. Mais comme les responsables flamands ne demandent pas la disparition de l'État belge, ils nous disent qu'ils ne sont pas séparatistes. Ce double jeu est extraordinaire». Extraordinaire, en effet !

Il n'est plus sot...

À remarquer dans *Le Soir* (08/06), l'opinion de Jules Gazon, professeur émérite de science économique de l'ULg. C'est, à ce jour, un des trop rares universitaires (toutes disciplines confondues) à oser dire "l'impensable" : «Il n'est plus sot de vouloir le rattachement de la Wallonie à la France». «La Belgique peut-elle survivre ?». Oui, si le «vivre ensemble» des communautés flamande et francophone avait encore du sens dans un État confédéral voulu par les Flamands. Question essentielle et ré-

ponse claire : prolonger la vie d'un État, vidé de ses pouvoirs régaliens ? Cela signifierait un gaspillage financier et une perte sèche d'énergie «qui entrave(rait) la relève des défis économiques et sociaux». Il faut donc sans tarder préparer un avenir pour chaque Région «dans la clarté et la paix des Braves». Quant à Bruxelles, enjeu majeur, son devenir ne pourra être assuré sans une intervention de l'Europe et surtout de «la France, point d'appui naturel de la francophonie». D'autre part, un État wallon-bruxellois ne serait crédible que, si dès le début, il reste dans la zone euro, garantie nécessaire aux yeux des marchés financiers. «C'est pourquoi l'avenir de la Wallonie et de Bruxelles passe par un progressif rattachement à la France». Cela postule «un cheminement institutionnel» bien étudié et accepté par les deux parties. Elles y gagneraient, notamment par une stabilité politique (le suffrage à deux tours dégage des majorités stables) et par l'accroissement des échanges économiques. Enfin, parce que, d'une part, «le poids politique de la France, en temps de crise, peut être déterminant» et, d'autre part, parce que la solidarité interrégionale serait assurée. Alors, un mariage d'amour ? Oui, pour les uns. Pour les autres, ce serait un mariage de raison. Et puisque, selon Pascal, le cœur a ses raisons que la raison ne connaît point...

J. Liénard

La Flandre et ses jeunes

Dans *La Libre* (21.05), on apprend que Peter Van Rompuy, 30 ans et fils d'Herman, est candidat au Sénat. Au journaliste Pierre Gillissen qui désirait savoir ce que pensaient les Jong-CD&V du virage opéré par le parti après la rupture avec la NVA, Peter répond : «Personnellement, je ne parle pas de virage. Les jeunes, eux, sont très flamands (Vlaamsgezind), tous, il n'y a aucun doute là-dessus et moi, je suis comme cela aussi (...) Notre première préoccupation, c'est d'obtenir des résultats».

Lesquels ? On verra à l'autopsie. En attendant, il n'y a plus que les francophones à entretenir des illusions.>>>

La Flandre et la France

Dans le même journal, «*Paris s'inquiète du micmac politique*» : cf. «*la cadence des rapports, envoyés vers Paris par les services français à Bruxelles sur la situation politique belge, s'est considérablement accrue ces derniers mois (. . .) Un véritable défilé de (quasi) toute la rue de la Loi a eu lieu à l'ambassade française de Bruxelles*».

Même le président de la NVA a été reçu le 4 mars. "Échange constructif" a-t-on sobrement constaté du côté de l'ambassade qui a toutefois mis la NVA sous surveillance (*sic*). Pour sa part, Bart De Wever s'est borné à confirmer la courtoisie de l'échange, puis a ironisé sur le fait qu'il n'avait pas été convié à déjeuner. Un bon waterzooi aurait encore mieux fait passer les choses.

Les titres de la presse se font de plus en plus clairs. Ainsi le *Paris-Match* du 27 mai titre en couverture : «*Pour quand la fin de la Belgique ? Un expert répond : les francophones doivent choisir entre la peste et le choléra*». Tel est le choix, ô combien intelligent et alléchant, proposé dans le cadre du royaume de Belgique déliquescant.

Marc De Middelée

Réponses aux jeux de la p. 5

1. **François 1er** (1494-1547), roi de France et ami de Léonard de Vinci. Il aurait gravé ce distique sur une vitre : "Souvent femme varie et bien fol est qui s'y fie".
2. **Léopold II** (1835-1909), roi des Belges et du Congo, qui reprocha à ses sujets d'être petits, c'est-à-dire à l'image de leur pays.
3. **Karl Marx** (1818-1883) que l'on ne présente plus et à qui Jacques Attali a consacré un livre récent.
4. **Henri VIII** (1491-1547), le roi d'Angleterre aux six épouses. Deux furent décapitées et une troisième y échappa de peu. Par ailleurs, rival du n° 1.
5. **Merlin l'Enchanteur** (éternel) qui, sorti d'un sommeil millénaire, a promis d'aider les vrais Belges à mettre de l'ordre dans leur boutique.
6. **L'arrière-arrière-petit-neveu du n°2**. Leader autoproclamé, il pourrait

sans nul doute se passer des services du n°5.

7. **Jean Jaurès** (1859-1914), le tribun socialiste assassiné pour avoir tenté d'éviter la Grande Boucherie de 14/18.

8. **Jean-Luc Dehaene** qui, mortifié d'avoir échoué dans sa mission de démineur royal, préfère se dissimuler derrière des Rayban et une fausse barbe.

Francophonie, vaste programme

1 : B, 2 : C, 3 : B, 4 : A, 5 : B

TÉMOIGNAGE

Ce Lundi 3 mai 2010, quelque part dans une école secondaire du Brabant Wallon. La classe de 1^{ère} Humanités, section Immersion Néerlandaise, se prépare pour un jour important : la première rencontre avec une "vraie" classe d'écoliers flamands. Ces jeunes, très motivés, ont soigneusement préparé l'accueil et organisé des jeux divers pour faciliter les échanges. La journée se passe dans la bonne humeur. Le lendemain, 4 mai, c'est au tour des francophones d'aller rendre visite à leurs homologues flamands, au nord de Leuven. L'accueil par la classe concernée est bon, la matinée se passe bien. Vient la récréation de midi, où les élèves de toutes les classes se retrouvent dans la cour. Bien vite un attroupement se forme autour du petit groupe de francophones, qu'on regarde comme des bêtes curieuses. Ils sont encerclés par une troupe nombreuse qui les conspuent. Les injures fusent, et voici qu'on les canarde avec des oranges et même des pierres. Sauront-ils garder, demain, leur belle motivation ?

S. de Hepcée

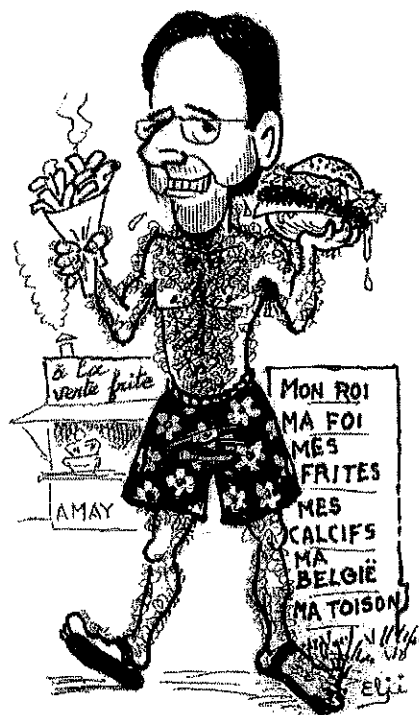
Fac-similé de *La Libre* du 10 mai

Il se met à nu...

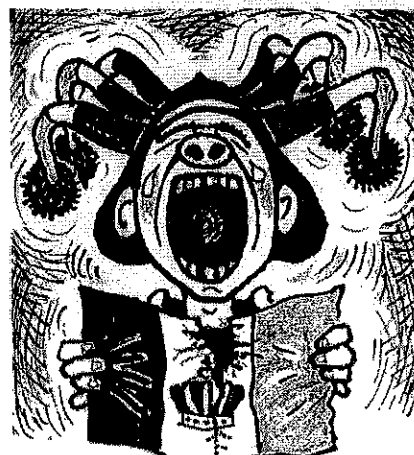
Via *La Dernière Heure* du 18 mai, **Jean-Michel Javaux**, co-président d'Ecolo, se confiait à ses électeurs ou plutôt à ses électrices. Une confession bouleversante s'il en est. Ainsi, le lecteur stupéfait apprenait que cet accro de la monarchie :
— préférerait les caleçons aux slips,
— sa poitrine (et le reste) s'ornait d'un riche système pileux. Poil au nœud !

- se délectait chaque semaine de frites, de hamburgers et de fricadelles bien grasses mais bio,
- enfilait son pyjama dès 16 heures chaque jour que Dieu fait,
- enfin, clin d'œil égrillard, n'avait pas besoin de "trucs exotiques" au plumard !

Nul doute que cette mise à nu psychologique ne laisse une trace profonde dans la pensée politique de notre petite terre bénie des dieux



Wallonie-France est la seule revue d'information et de réflexion pluraliste qui prône le retour de la Wallonie dans la République française.



LE CRI

Wallonie-France

Rédacteur en chef :

Jean-Sébastien JAMART
39, rue Saint-Donat, 5002 Saint-Servais
Tél : 0486 92 17 92

Courriel : jsjamart@yahoo.fr

Secrétariat et composition :

Monique WESMAEL

Trésorier: Jacques BONNIVERT

tél. 04 388 20 90.

Éditeur responsable :

Jacques-Yves CHARLIER,
34, rue de la Baume,
4470 St-Georges s/Meuse
Tél. + fax: 04 275 36 20
GSM: 0477 29 63 24.

Correspondants en France :

Paul DURIEUX, Chemin du Tronc,
30200 La Roque-sur-Cèze
Pierre MÉLOT, Le Barsac, 07230 Payzac
Tél. 0033 (0) 4 75 39 99 32.

Avec la collaboration de

Mmes Edwige FASTREZ,
Nézia MAHIEU ;

MM. Pierre BERTRAND, CHANTECLER,
Cédric CHOPIN, Jacques DEHAES,
Marc DE MIDDELEER, Guy DENIS,
François DETIF, Jean DUFRANE,
Roland FERRIER, Daniel JOZIC,
Adrien LAURANT, Michel LEMMENS,
Jacques LIÉNARD, Michel MARTENS,
Pierre MÉLOT, OCLUS, André PATRIS,
Marc PHILIPPE, Georges RÉGIBEAU,
Jacques ROGISSART, Jean-Paul ROOS,
Eric SMETS, Marc SUTOR,
René SWENNEN, Claude THAYSE.

Sous le parrainage de

MM. Pierre BERTRAND,
sénateur honoraire,
Robert COLLIGNON,
ancien ministre-président du
gouvernement wallon,
Philippe DETROZ, professeur,
Albert SALON,
ancien ambassadeur de France
président du Forum francophone
international (FFI)
et de l'Avenir de la langue française,
Dr Jean-Pierre LEVECOQ, ancien député,
André PATRIS, directeur honoraire de la
Maison de la Francité,
Roger PINON,
professeur d'école normale e.r.,
Me René SWENNEN, écrivain et avocat
aux barreaux de Liège et de Paris,
François PERIN, professeur émérite
de l'Université de Liège.

Partisans du retour de la Wallonie à la France, faites de votre position convaincue une attitude convaincante!

Deux formules sont à votre disposition pour propager cette solution d'avenir:

* sur simple demande adressée au rédacteur en chef (coordonnées ci-contre), vous recevrez gratuitement d'anciens numéros de *Wallonie-France* (dans la limite des stocks encore disponibles).

* vous pouvez vous abonner à l'essai (ou offrir un abonnement à un proche, un ami pour quelques mois à titre de cadeau). Il vous suffit de remplir le bulletin de commande ci-dessous (à détacher, photocopier ou recopier)

Je soussigné:

rue n°

code postal. localité.

prie l'éditeur responsable de *Wallonie-France* de faire bénéficier d'un abonnement de 6 mois la personne dont le nom suit,

Mme, Mlle, M.

rue n°

code postal. localité.

pendant 6 mois (3 numéros) à partir du mois du n°

Je verse la somme de faveur de 6 euros (3 numéros)
sur le compte bancaire n° 068-227198376 de *Wallonie-France*
à 4130 Tilff.

Pour la France, paiement par chèque en précisant bien nom et adresse au trésorier (coordonnées ci-dessous).

Je désire (Je ne désire pas)* que mon identité soit communiquée au destinataire de cet abonnement cadeau.

* Biffer les mentions inutiles.

Date: Signature:

Abonnement

	Belgique	France et Europe
simple	17,00 euros	19,50 euros
soutien:	22,00 euros	24,50 euros
étudiant, chômeur:	10,00 euros	12,50 euros

À verser au compte 068-2271983-76 de *Wallonie-France* à 4130 Tilff

Pour la France, au compte Dexia banque sa, avenue Laboulle 37 à B 4130 Tilff IBAN BE 91-0682-2719-8376 / code SWIFT (=BIC) : GKCC BEBB de *Wallonie-France*, 14, rue des Aubépines, B 4130 Tilff